



Collectif 18 octobre pour les droits
& les libertés en Tunisie

Notre voie vers la démocratie

Synthèse des débats sur le projet démocratique et ses enjeux nationaux
La gauche - L'Islam Politique - Les Unionistes Arabes - Les libéraux
à la recherche d'une approche tunisienne commune
sur les bases de l'Etat démocratique



Summary of discussions on the democracy project and its national
challenges in Tunisia











PRÉFACE

(Traduite de l'arabe)

C'est en effet la première fois que des islamistes et des partisans de la sécularisation de l'Etat décident de débattre ensemble de questions qui engagent l'avenir en dépassant les crispations, les sectarismes et les surenchères idéologiques qui ont entravé tant d'autres projets initialement destinés à renforcer la liberté et la démocratie. L'âpreté des débats suscités particulièrement sur les sites Internet- par la publication de ces deux textes, est de nature probablement à en confirmer l'importance même si certaines réactions ont été excessivement agressives et polémiques à l'égard du « Collectif du 18 Octobre ».

Nous déplorons ces dérapages mais nous pensons que les réactions suscitées sont normales et qu'elles constituent, à terme, par delà l'outrance et les anathèmes, une source d'enrichissement. Des initiatives à portée historique ne sauraient en effet voir le jour et se développer en silence car elles ont vocation à faire réagir beaucoup de ceux, individus ou groupes, qui refusent tout changement visant à déplacer les lignes et à prendre en compte les aspirations de la société à s'adapter aux mutations de notre époque tout autant que son besoin de connaître une expérience démocratique novatrice qui garantisse les conditions d'un vivre ensemble harmonieux.

I- Un autre indice de l'intérêt suscité par ces deux textes est illustré par l'importance des réactions positives, au Machrek et au Maghreb Arabe ainsi qu'en Europe qui en ont suivi la publication. Des instances associatives et institu-





tionnelles ont ainsi pris l'initiative de chercher à s'informer sur la réalité de ce dialogue entre islamistes, sécularistes et laïcs afin d'essayer d'en saisir le sens et la portée. Il est vrai que nombreuses sont les forces politiques dans le monde arabe qui sont désireuses de promouvoir des débats de ce type mais il leur a fallu faire, au terme d'efforts constants sur plusieurs années, le constat d'échec de ces tentatives en raison de l'impossibilité des protagonistes des différents bords à dépasser la vigueur de leurs antagonismes. Il n'est sans doute pas inutile, sur ce plan, de signaler que plusieurs membres du «Collectif du 18 Octobre» ont participé, soit en tant que tel, soit à titre individuel, à plusieurs rencontres internationales au cours desquelles ils ont eu à évoquer l'expérience du «Collectif du 18 Octobre» et le débat politique et d'idées qui y a été organisé. Citons, à titre d'exemple, la rencontre organisée au Caire par le Centre d'Etudes des Droits de l'Homme en Mai 2007 sur «les expériences du changement dans le monde arabe», une partie des débats ayant tourné autour de l'expérience du «18 Octobre».

Il y a eu aussi à Casablanca le colloque organisé en marge du Sommet Arabe en 2006 ou le débat d'une délégation non gouvernementale tunisienne avec le groupe socialiste du Parlement Européen à Strasbourg en Septembre 2006 qui a longuement évoqué les réalités et les conditions du dialogue entre laïcs et islamistes.

II- A l'occasion de l'édition de ce cahier reprenant ces deux textes du «Collectif du 18 Octobre», et compte tenu de l'écho qu'ils ont suscité, il nous a paru utile d'apporter les précisions suivantes :

1. Le «Collectif du 18 Octobre pour les droits et les libertés» a annoncé au moment même de sa constitution, et contrairement à ce que prétendent certains détracteurs avec une évidente mauvaise foi, que son action se déploierait autour de deux axes fondamentaux, celui de l'intervention militante et de terrain et celui du débat entre toutes ses composantes constitutives.

C'est dans ces conditions qu'a été mis en place en novembre 2005 «le Forum du 18 Octobre» chargé d'organiser le débat sur les questions suscitant des divergences entre les principaux protagonistes de la scène politique tunisienne. Quatre(4) thèmes ont été ainsi mis en relief et qualifiés de «zones grises» nécessitant l'ouverture de débats approfondis. Toutes les composantes du «Collectif du 18 Octobre», y compris les islamistes, ont été d'accord sur ce





forum et sur ces thèmes. En annonçant la création du « Collectif » et du « Forum » et en lançant ces débats, les initiateurs du Collectif ont donné un coup d'arrêt décisif à la politique d'exclusion du champ politique de toute tendance islamiste, érigée par certains en règle intangible durant plusieurs décades.

Ces débats n'ont par ailleurs pas été conçus, dès le départ, comme des confrontations théoriques et abstraites relatives à des dogmes et visant à imposer à l'un ou à plusieurs des protagonistes qu'ils renient leurs convictions à la suite d'une sorte de harcèlement de certains à l'égard de telle ou telle autre composante.

En réalité, l'idée même d'un débat national axé sur les perspectives d'avenir exclut tout recours à l'intimidation ou au harcèlement dans la mesure où un tel débat tire sa force, dans son principe même, de l'idée de partenariat inclusif entre toutes celles et tous ceux qui s'acceptent mutuellement comme des partenaires issus d'une même nation et engagés loyalement dans la recherche de formes d'action commune sur la base d'un consensus appelé à être élargi sans que les concessions mutuelles que cela implique ne dévalorise l'un ou l'autre des partenaires.

Le débat sur cette base est, de ce fait, un débat politique au sens plein du terme et les questions à débattre concernent fondamentalement le rôle et la fonction de l'Etat, les systèmes de pouvoir et les positions communes sur des questions qui pourraient paraître théoriques mais qui sont au coeur des débats sur l'Etat, des enjeux sociétaux et de la nature des systèmes de pouvoir en confrontation. En finir avec les discours généraux et exclusivement à connotation idéologique pour prendre à bras le corps les sujets de divergence de la façon la plus concrète possible en essayant d'élargir les possibilités de consensus, n'est en rien dévalorisant pour les parties concernées. Bien au contraire. C'est cette conviction et l'approche adoptée ensemble par toutes les composantes constitutives du «Collectif du 18 Octobre» qui ont permis de parvenir à des textes communs, à bien des égards historiques, sur des questions sensibles. A partir de ces débats qui doivent se poursuivre et des résultats obtenus et ceux escomptés, il sera possible de dégager un certain nombre de normes et de principes communs qui préparent le terrain à l'adoption d'un Code de conduite citoyenne.





2- L'accord intervenu sur les deux textes relatifs à « l'égalité des genres » (des sexes) et à « la liberté de conscience » apporte un démenti à l'idée d' « un harcèlement intellectuel » avancé par certains, car ces deux textes illustrent que les efforts de compromis ont été mutuels entre les parties participantes avec pour souci de parvenir à dégager un certain nombre de normes et de principes à vocation universelle et qui soient compatibles avec les spécificités culturelles et de civilisation de nos sociétés arabes et/ou musulmanes.

*

3- Le débat et les discussions engagés avec succès jusqu'ici par le « collectif » ne l'ont pas empêché de remplir le rôle politique qu'il s'était fixé. Il a ainsi organisé des conférences politiques qui ont contribué à aider le « collectif » à avancer dans le débat d'idées amorcé mais surtout il a pris des initiatives de terrain au niveau national et régional à l'intérieur du pays, tout comme il a participé avec d'autres forces à des rassemblement politiques. On ne saurait cependant exiger du « collectif » plus que ce dont il pourrait être capable en faisant délibérément abstraction de la campagne de harcèlement et d'interdiction dont il a fait l'objet. Les conclusions qui pourraient être tirées, dans ces conditions, de ce constat ne pourraient être qu'erronées. Ce n'est pas le lieu ici d'énumérer tous les interdits et toutes les tracasseries auxquels le collectif « est en butte depuis deux ans. Rappeler cela est nécessaire mais cela ne saurait toutefois escamoter notre part de responsabilité et nos carences que nous somme décidés à tenter de dépasser à l'avenir.

4- Selon notre agenda du débat d'idées fixé dès la création du «Collectif du 18 Octobre», il nous reste deux autres axes de discussions: «les relations entre la religion et l'Etat» et «la question des châtiments corporels». Le «Collectif» espère parvenir à des résultats satisfaisants sur ces deux thèmes dans les meilleurs délais. Nous espérons démentir ainsi les spéculations de nos détracteurs parmi ceux qui se réclament de certaines conceptions religieuses radicales et qui ont fait la preuve de leur refus à priori de toute forme de dialogue et de débats tant leur volonté est inébranlable d'imposer des conceptions immuables se situant hors de l'histoire de du temps et bannissant toute tentative de prendre en compte les nécessités et les exigences de la modernité. Dans le même temps le «Collectif» a l'espoir de faire la preuve du caractère non fondé des positions soutenues par les éléments éradicateurs qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils se réclament d'une opposition qui voudrait justifier, ouvertement dans





certains cas et implicitement dans d'autres, les choix exclusivement sécuritaires et la répression imposés à l'ensemble des composantes de la société au nom de la lutte contre le péril islamiste. Cela impliquerait selon eux que l'on ne distingue pas entre un islamiste modéré et un islamiste radical, insistant sur l'allégation selon laquelle les concessions faites par les islamistes ne sont que d'ordre tactique et qu'elles procèdent du double langage qui est rendu licite par la pratique de la Taqia.

III- Il nous faut dépasser ces deux démarches totalement antagoniques dont les retombées se conjuguent pour bloquer toute possibilité de faire bouger les lignes et pour prendre des initiatives visant à provoquer un véritable débat politique. Et le «Collectif du 18 Octobre pour les droits et les libertés en Tunisie» parie sur la nécessité et le bien fondé de ce dialogue pour pouvoir élargir le combat pour les droits et les libertés et pour faire face à toutes les formes de répression que l'Etat impose aux citoyens depuis 50 ans mais plus particulièrement au cours des deux dernières décennies. C'est ainsi que nous pensons contribuer, par l'action politique pacifique, à dégager la voie pour un avenir meilleur à nos enfants. L'objectif immédiat est de nous doter d'une plateforme s'appuyant sur les normes et les principes minimums communs à partir desquels nous pourrions définir les conditions d'un vivre ensemble incitateur et stimulant et que nous pourrions, ensemble, apporter notre contribution à la réussite du processus de transition de la dictature à la démocratie.

TUNIS, LE 23 NOVEMBRE 2007

Le Collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés







DÉCLARATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

(Traduite de l'arabe)

1- La femme tunisienne a enregistré des acquis importants dans la voie de son émancipation en tant qu'être humain et pour ce qui est de la participation sur un pied d'égalité avec les hommes dans les divers domaines de la vie en société. Ces acquis sont le fruit du mouvement réformateur amorcé sous l'égide de grands penseurs et d'hommes politiques qui ont eu l'honneur de défendre le droit des femmes à l'enseignement et leur volonté à se libérer progressivement des contraintes qui entravaient leur émancipation. C'est aussi le fruit de longues luttes menées notamment par de nombreuses femmes d'horizons de pensée divers qui ont contribué, tout au long du siècle écoulé, à briser les chaînes de la soumission des femmes et à favoriser leur entrée et leur participation dans la vie publique.

2- Au premier rang de ces acquis, il y a les dispositions du Code du Statut Personnel (CSP) qui garantit aux femmes des droits essentiels et un certain nombre de réformes qui ont contribué à limiter les discriminations et les exclusions auxquelles elles étaient confrontées, atténuant par la même certaines causes de tension dans les relations familiales. C'est ainsi que le CSP a interdit la polygamie et a imposé le libre consentement comme condition préalable au contrat de mariage. De même que ce code a considéré que la femme pouvait se marier sans la tutelle de quiconque et qu'il a fixé un âge minimum au mariage, mettant ainsi un terme au mariage des adolescentes mineures. Le CSP a, par ailleurs, garanti les conditions d'une égalité entre l'homme et la femme





dans les domaines essentiels, soumettant la procédure du divorce à l'autorité du juge. Il a, enfin, favorisé une plus grande participation de la femme aux affaires de la famille et il a élargi les possibilités d'accès à la nationalité tunisienne des enfants nés d'une mère tunisienne et d'un père étranger.

3- Dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, le droit positif tunisien a mis en oeuvre le principe d'égalité entre les garçons et les filles pour ce qui est du droit de l'enseignement et son caractère obligatoire, ouvrant la voie à une atténuation progressive des discriminations en matière d'accès à l'enseignement. Les différences des taux de scolarisation selon le sexe se sont ainsi atténuées, favorisant une amélioration de l'image de la femme aux yeux des plus jeunes.

4- Au niveau de la situation du droit du travail, la législation tunisienne a établi une égalité de principe entre les hommes et les femmes quant au droit au travail et pour ce qui est des salaires, de la couverture sociale et de la protection sanitaire, donnant à la femme enceinte ou en période d'allaitement des droits qui préservent sa santé et sa maternité. Tout comme la législation a établi le principe d'égalité quant au droit et aux modalités de bénéfice de la retraite ainsi qu'au niveau des chances de promotion et des garanties en cas de licenciement. Les lois tunisiennes du travail et de protection sociale se sont ainsi conformées à la majorité des conventions internationales de l'OIT auxquelles la Tunisie a souscrit. Le monde du travail s'est ouvert aux femmes qui ont accédé progressivement à tous les domaines des activités économiques et sociales, marquant leur présence à tous les niveaux et dans tous les corps de métier où elles ont souvent fait preuve d'une compétence qui a contribué, de façon décisive, à faire évoluer les mentalités et à les débarrasser des préjugés traditionnels et archaïques qui ont longtemps servi à justifier le statut inférieur des femmes et le mépris à leur égard.

5- Dans le domaine des droits civils et politiques, les dispositions constitutionnelles et législatives ont contribué à une plus grande égalité entre les genres (Hommes/Femmes), consacrant la capacité des femmes à établir et à signer des contrats, et à ester en justice au niveau de toutes les procédures judiciaires. La personnalité financière leur a été accordée et elles ont bénéficié du droit de vote et de l'éligibilité aux différents niveaux de responsabilité.





L'exercice de la liberté légale de déplacement et de voyage leur a été garanti, tout comme la possibilité d'assumer des charges parlementaires et ministérielles, consacrant leur participation croissante dans la vie associative, dans celles des partis et des différentes institutions politiques.

6- Le « Collectif du 18 Octobre pour les Droits et les Libertés » réaffirme son adhésion à tous ces acquis qui sont le résultat d'une approche réformatrice et novatrice fondée sur « l'Ijtihad » (l'effort de réflexion personnel). Ces acquis sont en pleine conformité avec les dispositions des conventions internationales relatives aux droits de la femme et ils ont contribué à permettre aux femmes d'assumer leur humanité et de se débarrasser des chaînes culturelles et sociales héritées des siècles de décadence. C'est ainsi que la moitié de la société s'est émancipée et que celle-ci a pu faire le choix de la modernité sans renier les fondements de son identité spécifique et de son ancrage culturel et de civilisation.

7- Le « Collectif du 18 Octobre » réitère avec force sa détermination à préserver et à défendre tous ces acquis face à toute tentative visant à les remettre en cause. Ce faisant, le collectif est décidé à poursuivre, avec persévérance et dans un esprit de concorde nationale, le dialogue sur les questions au sujet desquelles les différences de points de vue ou les divergences n'ont pas permis de parvenir à un consensus telle la question de l'égalité dans l'héritage ou l'attitude à l'égard de certaines réserves émises par l'Etat tunisien lors de la signature et de la ratification des conventions internationales relatives aux Droits de la Femme. En dépit des avancées enregistrées, la situation des femmes exige toutefois encore des efforts pour en faire évoluer et améliorer les acquis sur le plan législatif mais surtout au niveau de la mise en oeuvre dans la perspective de la réalisation de l'égalité complète entre les hommes et les femmes et de la cessation de toute discrimination, entre les citoyens, fondée sur le sexe.

8- Dans le domaine du statut personnel, le souci de préserver la famille et son rôle dans la société doit inciter à approfondir les débats sur la question de l'égalité des droits et des devoirs entre les époux en considérant que la relation conjugale se fonde sur un partenariat et une complémentarité dans la conduite des affaires de la famille, la protection des enfants, le choix du domicile conjugal et l'attribution de la nationalité aux enfants issus du cou-





ple. Pour cela, il convient de débusquer dans le CSP et dans l'ensemble des textes législatifs toutes les formes de discrimination contribuant à consacrer un statut inférieur pour la femme. Tout comme il était nécessaire de relever à 18 ans, pour les femmes, l'âge minimum du mariage pour le faire coïncider avec l'âge de sortie de l'enfance et de la première adolescence.

9- S'agissant de l'enseignement, et en dépit de l'importance des pas franchis, l'analphabétisme demeure cependant préoccupant au niveau de la population féminine, le taux d'analphabétisme chez les femmes étant supérieur à celui prévalant chez les hommes. De même que sur le plan du travail, l'égalité proclamée dans les textes n'a pas permis d'éliminer les discriminations encore flagrantes dans le vécu quotidien des femmes, le phénomène du chômage constituant un sujet de préoccupation majeure puisque des femmes ne sont pas considérées comme faisant partie de la population active.

Les femmes occupent, de surcroît, souvent les fonctions et les métiers les plus précaires et elles sont exposées plus que la moyenne des salariés à l'instabilité de l'emploi et au licenciement, les tâches les moins qualifiées et les plus subalternes étant confiées aux femmes. L'égalité des salaires proclamée est loin d'être réalisée puisque, selon les dernières statistiques officielles disponibles, la moyenne salariale chez les femmes est inférieure de 14% à celle des hommes, atteignant même le taux de 18% dans le secteur privé. Les femmes salariées sont confrontées à diverses formes de discrimination en raison du rang inférieur où elles sont reléguées, et cela affecte particulièrement des aspects essentiels de leurs vies en particulier le mariage, la grossesse et l'allaitement. Assujetties à un double travail, salarial et domestique, les femmes qui travaillent hors de leurs foyers, ne disposent pas d'assez d'infrastructures d'accueil, pourtant prévues par les engagements des entreprises et des institutions, telles les crèches, les garderies et les structures d'aide à la protection de l'enfance.

A côté de cela, il convient de mettre l'accent sur l'inquiétant accroissement des manifestations de violences à l'égard des femmes aussi bien au niveau conjugal que dans la vie sociale ; ce phénomène se conjuguant avec la multiplication des actes de harcèlement moral et sexuel ainsi que des situations d'exploitation et de commerce des femmes à des fins sexuelles. Sur le plan politique, enfin, les femmes sont exposées tout autant, sinon davantage, que les hommes au non respect de leurs droits et de leurs libertés fondamentales. Les





femmes sont cependant plus pénalisées dans la mesure où leurs responsabilités familiales et les conceptions traditionnelles fondées sur le statut inférieur dans lequel elles sont maintenues, les exposent de façon plus marquées aux discriminations. Cela se traduit par la faible présence féminine dans les institutions dites représentatives et dans les institutions exécutives locales, régionales et nationales ainsi qu'à l'intérieur des organisations professionnelles, des instances culturelles et des partis politiques. Si le « Collectif du 18 Octobre pour les droits et les libertés » tient à réaffirmer, à toute occasion, son attachement aux acquis enregistrés, il n'en demeure pas moins déterminé à contribuer à battre en brèche toutes les manifestations de discrimination à l'égard des femmes que ce soit à l'intérieur de la famille ou dans la vie publique. Les mouvements politiques, les composantes de la société civile et la population toute entière sont interpellés et concernés par cet enjeu essentiel. Les efforts d'évolution et d'amélioration doivent être renforcés dans l'esprit d'une interaction et d'une dynamique entre, d'une part, les référents fondamentaux de l'identité arabe et musulmane de notre société et, d'autre part, les acquis de l'humanité au cours de la période contemporaine moderne. C'est cette interaction qui contribuera à mieux cadrer la mise en oeuvre de la réalisation progressive de l'égalité complète des genres, tout particulièrement autour des objectifs suivants:

- L'inscription explicite de la référence à l'égalité des genres entre hommes et femmes dans le texte de la Constitution ainsi que dans les divers textes de lois concernés. Ces textes devront être débarrassés de toute disposition ambiguë qui devra faire l'objet de clarifications et d'amendements parallèlement à l'abrogation de toutes les dispositions législatives consacrant le statut inférieur de la femme et les discriminations à son égard. C'est sur cette base que doit être envisagée l'évolution menant à une égalité entière afin d'assurer aux femmes l'effectivité d'une participation la plus large possible dans la vie publique avec la possibilité de pouvoir assumer toutes les charges, sans exception, auxquelles elles aspirent en fonction de leurs compétences et de leurs talents.
- Mettre en place des dispositions législatives et des mécanismes judiciaires pour punir les auteurs des discriminations contre les femmes et permettre à toutes les associations et à toutes les organisations concernées d'ester en justice aux côtés des victimes de ces discriminations. • Abroger la circulaire 108 dans la mesure où il s'agit d'un texte administratif procédant d'un abus de





pouvoir qui expose les femmes voilées à l'arbitraire et à la privation de l'exercice de leurs droits. La question du voile concerne en premier lieu la liberté de choix personnel qui ne peut faire l'objet d'aucune ingérence, pour l'interdire ou pour l'imposer, fondée sur la coercition, la contrainte ou la répression.

- Faire évoluer les mentalités, réformer et donner à l'Ecole les moyens de jouer le rôle qui doit être le sien dans cette mutation qui, par delà les discours, se vit et évolue, dans un sens ou dans l'autre, au quotidien. De même qu'il faut insister, en plus de l'Ecole, sur le rôle important des médias (presse écrite et audiovisuelle) dans l'émergence d'une nouvelle culture fondée sur le rejet de toutes les formes de discrimination contre les femmes et sur la consolidation d'un environnement favorable au développement de relations plus complémentaires et plus solidaires au sein de la famille.

- Renforcer la protection sanitaire des femmes et réduire de façon équitable l'écart entre le secteur public et le secteur privé en matière de congé de maternité et envisager la mise en place d'un congé prénatal. Appuyer toutes les initiatives et toutes les mesures visant à réduire les écarts entre les hommes et les femmes dans tous les domaines.

Promouvoir et mettre en place effectivement des conditions de l'instauration et du respect des libertés individuelles et publiques, sur la base d'une mobilisation de l'ensemble des composantes de la société pour la mise en oeuvre d'une réforme sociale répondant aux aspirations du plus grand nombre tout en veillant avec vigilance à l'intégration transversale de la dimension « Genre » dans tous les programmes de réforme et en luttant, dans le même temps, contre l'instrumentalisation à des fins de propagande, de la cause des femmes par le pouvoir, son parti et ses organisations satellites.

TUNIS LE 08 MARS 2007









DÉCLARATION SUR LA LIBERTÉ D'OPINION ET DE CONSCIENCE

(Traduite de l'arabe)

Le « Collectif du 18 Octobre » a lancé, dans le cadre de son « Forum du 18 Octobre », un débat sur la liberté d'opinion et de conscience amorcé par une conférence publique sur ce thème, dont des comptes rendus ont été publiés dans la presse d'opposition et sur l'Internet, et qui s'est échelonné sur plusieurs semaines. L'occasion a ainsi été donnée à des figures de certains partis de l'opposition de présenter des contributions exprimant leurs conceptions et leurs approches sur cette importante question. Des intellectuels d'horizons divers, des représentants des composantes autonomes de la société civile et des personnalités nationales ont participé à ce débat public qui s'est caractérisé par la diversité, la pluralité et la richesse des points de vue qui s'y sont exprimés, abordant un certain nombre de thèmes relatifs notamment à la question de l'apostasie et à la référence aux pactes et aux conventions internationales qui garantissent l'exercice de cette liberté.

Les participants au débat ont été unanimes à considérer, qu'en dépit des avancées réalisées, en ce domaine dans les sociétés arabes et musulmanes, un certain nombre de pesanteurs et de distorsions continuent à peser sur les législations en vigueur et sur les pratiques régissant, en la matière, les relations entre l'Etat et les citoyens. Malgré la diversité, voire les oppositions, entre les références conceptuelles et idéologiques des participants à ce débat et, dans certains cas, la pluralité des approches et des lectures au sein d'un même courant de pensée, les discussions qui se sont déroulées durant trois mois (dans un contexte difficile de harcèlement et d'encerclement sécuritaires) ont toutefois permis aux personnalités et aux partis constitutifs du « Collectif du 18 Octobre pour





les droits et les libertés », de dégager des éléments de consensus autour des valeurs et des normes suivantes :

1. La liberté de conscience qui procède d'un choix individuel- doit être garantie à toutes les citoyennes et à tous les citoyens. Elle ne peut faire l'objet de contraintes et elle implique le droit d'adopter ou non une religion et d'affirmer les convictions de son choix ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, par l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut être assujettie qu'aux seules restrictions prévues par la loi pour protéger l'ordre public ou les droits fondamentaux d'autrui. Ces restrictions ne doivent pas remettre en cause l'effectivité de l'exercice de cette liberté fondamentale, l'Etat s'engageant à respecter la liberté d'opinion et de conscience que la loi doit garantir et que les instances judiciaires ont pour mission de préserver de toute atteinte.

2. Il est nécessaire de bannir entre les citoyens, égaux en droits et en devoirs, toute forme de discrimination fondée sur l'appartenance religieuse ou les convictions, dans la mesure où l'accès et l'exercice de la citoyenneté impliquent l'égalité pleine et entière entre tous les membres de la société.

3. Les dispositions des Conventions Internationales relatives à la liberté des convictions et de conscience, particulièrement celles de la « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » du 10 Décembre 1948, le « Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques du 16 Décembre 1966 et la Déclaration des Nations Unies du 25 Novembre 1981 sur « l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction », doivent être respectées.

Cette référence aux Conventions Internationales tire sa force de la conviction que la liberté de conscience a pour patrie l'ensemble de l'humanité et que l'universalité des Droits de l'Homme se fonde sur l'acquis des expériences enrichissantes et du savoir-faire de l'humanité toute entière ; l'universalité n'étant pas synonyme d'uniformisation mais nécessitant, bien au contraire, la prise en compte et le respect de la diversité.

4. La sauvegarde de la liberté de conscience et sa protection dans notre pays





n'est nullement contradictoire avec la place et le poids de l'Islam dans la formation de la personnalité spécifique du peuple tunisien en termes de culture et de civilisation. La mise en oeuvre de l'universalité des Droits Humains et des dispositions des Conventions Internationales relatives à la liberté des conviction et de conscience implique, de ce fait, une interaction créatrice avec l'acquis culturel arabe et musulman du peuple tunisien.

Cette interaction est l'un des facteurs incitatifs dans le processus de réforme de la société pour en favoriser l'évolution dans le sens d'une modernité qui se fonde sur les valeurs de la liberté et le rejet de toutes les formes de tutelle et de coercition.

C'est sur cette base que le « Collectif du 18 Octobre pour les Droits et les Libertés » s'engage à défendre la liberté de conviction et de conscience contre toutes les atteintes (quels qu'en soient les raisons et les auteurs) auxquelles son exercice effectif pourrait être confronté dans la mesure où cette liberté fondamentale est partie intégrante de la liberté d'expression et d'opinion. Préalable à la mise en oeuvre de toutes les autres libertés, la liberté d'expression et d'opinion est, en effet, la pierre angulaire de tout projet de société démocratique et moderniste et l'une des conditions cardinales de l'accès à la citoyenneté et de son exercice effectif.







DÉCLARATION SUR LES RELATIONS ENTRE L'ETAT, LA RELIGION ET L'IDENTITÉ (Traduite de l'arabe)

Au terme d'une série de conférences publiques et de débats internes sur les thèmes des « relations entre la religion et l'Etat » et « l'identité nationale » ; le « Collectif tunisien du 18 octobre pour les droits et les libertés » est parvenu à dégager, entre ses composantes, un certain nombre de dénominateurs communs qui peuvent être considérés comme la base minimale de convergences et d'inspiration pour la construction de la démocratie à laquelle nous aspirons. Ce projet vise à prendre en compte et à garantir l'exercice des droits des citoyens, leurs libertés, leurs croyances et leurs convictions.

L'analyse des prises de positions des différentes visions en présence et de l'expérience tunisienne contemporaine relative aux relations entre la religion et l'Etat ; a permis de mettre en exergue trois défis majeurs auxquels le peuple tunisien est confronté dans sa quête pour la mise en œuvre d'une démocratie effective et pour l'instauration de rapports pacifiques entre la religion et l'Etat.

1) Le premier de ces défis est celui de l'oppression exercée par le pouvoir et sa détermination à soumettre l'exercice de la religion musulmane à la volonté du régime en place en l'instrumentalisant à ses fins propres. Cette démanche procède d'un choix récurant visant à imposer sa vision de la religion à l'ensemble de la société conformément à ses intérêts politiques et à son exigence de monopole sur tous les espaces religieux. Les imams sont ainsi choisis prio-





ritairement en fonction du critère d'allégeance et leurs prêches sont strictement encadrés. Les libertés individuelles des citoyens et des citoyennes, dans la diversité de leurs convictions religieuses, intellectuelles et politiques, sont à ce niveau systématiquement bafouées.

2) Le deuxième défi relève de l'oppression exercée au nom de la religion. Celle-ci découle d'une lecture dogmatique et maximaliste des prescriptions et des interprétations du texte sacré qui conduit à des intrusions violentes dans le vécu privé des citoyens, portant atteinte à leurs libertés et à leurs droits fondamentaux ainsi qu'aux principes démocratique.

3) Le troisième défi est celui exercé, abusivement au nom de la modernité qui vise à exclure la religion de la vie publique par la contrainte en s'appuyant à la fois sur les moyens de coercition de l'Etat et par d'autres moyens tout en poussant à l'affrontement entre la religion et l'Etat. Cette démarche ne peut que favoriser le maintien du pouvoir oppressif en place et à renforcer les atteintes aux libertés et aux droits humains, retardant ainsi la réalisation du projet démocratique.

face à des défis, le « Collectif du 18 octobre » s'engage à faire sienne, et à défendre, une vision des relations entre l'Etat, la religion et l'identité nationale découlant de l'interaction créatrice entre les fondements de notre civilisation arabo-musulmane et les acquis modernes de l'Humanité. Au premier rang de ces acquis il y a la référence à la défense des droits humains et des libertés individuelles et collectives dont l'exercice effectif est une condition primordiale au progrès, au développement et à la sauvegarde de la dignité.

Le « Collectif du 18 octobre », à l'unanimité de ses composantes intellectuelles et politiques, met l'accent, dans ces conditions, sur les éléments focaux suivants :

1- l'Etat démocratique auquel nous aspirons ne peut être qu'un Etat de nature civile fondé sur les principes Républicains et le respect des droits Humains. Cet Etat puise sa légitimité dans la volonté populaire qui est appelée, dans le cadre de la mise en œuvre de ces principes, à assurer l'élection périodique des institutions du pouvoir et à leur demander des comptes ; gouvernants et





gouvernés se conformant aux règles et aux lois adoptées par les institutions constitutionnelles élues. Sur cette base, il convient, bien entendu, de garantir le droit pour chacune des parties concernées par ce consensus à s'inspirer, de ses propres référents intellectuels et spirituels, dans la formulation de ses propositions programmatiques, dans tous les domaines.

2- Les pratiques politiques sont le résultat d'un effort de création et d'interprétation (ijtihad) humain et cela vaut pour tous et pour toutes, par delà les convictions et les croyances des uns et des autres. Cela ôte à ces pratiques politiques tout caractère sacré quelle qu'en soit la forme. Le champ politique est, dans ces conditions, un espace libre pour le dialogue et le débat entre les protagonistes politiques et civils – et leurs programmes – dans la diversité de leurs propres références intellectuelles.

3- L'Etat démocratique auquel nous aspirons se fonde sur les normes et les principes de la citoyenneté, de la liberté et de l'égalité. Sur cette base, l'Etat se doit de garantir l'exercice effectif de la liberté de croyance et de conscience, tout en luttant contre toutes les formes de discrimination entre les citoyens qui seraient fondées sur les convictions, les opinions, le sexe, l'appartenance sociale, politique, régionale ou autre. Le plein exercice, pour tous les citoyens de toutes libertés et tous les droits fondamentaux, est garanti en tant que fondement même du système démocratique.

4- L'Etat démocratique que nous appelons de nos vœux s'engage, en paroles et dans les faits, à garantir l'intégrité physique de la personne humaine et à proscrire toute forme de torture et de sévices corporels ou moraux portant atteinte à la dignité humaine. Le « Collectif au 18 octobre » dans l'unanimité de ses composantes, s'engage à ce que ses propositions programmatiques soient conformes à ces principes fondamentaux ; l'Etat s'engageant de se conformer – en les mettant effectivement en œuvre – aux dispositions de la « Convention Internationale » des Nations Unies de 1984 « relative à la lutte contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant ».

Le choix doit être ainsi fait, sur cette base, de mettre en place les mécanismes visant à éradiquer la pratique de la torture dans notre pays.





5- L'Etat démocratique auquel nous aspirons a l'obligation de donner à l'Is-
lam, en tant que religion de la majorité du peuple, une place particulière en se
gardant de tout monopole et de toute instrumentalisation et en garantissant
le droit d'exercice à toutes les croyances et à toutes les convictions par la mise
en œuvre effective de la liberté religieuse et de culte.

6- L'identité du Peuple Tunisien s'est constituée tout au long d'un long pro-
cessus historique. Elle s'est enrichie, et elle continue de le faire, par l'interac-
tion féconde et créatrice entre les fondements de la culture arabo-musulmane
et les acquis universels de la modernité. Sur cette base, l'Etat démocratique
auquel nous aspirons s'engage à :

a) défendre la langue arabe qui est la langue nationale en usage dans l'ad-
ministration, l'enseignement et la culture et son enracinement continu dans
la société avec constamment le souci d'ouverture sur les autres langues et les
autres cultures.

b) favoriser l'ancrage du peuple tunisien dans sa civilisation arabe et musul-
mane en privilégiant tous les acquis positifs de celle-ci et en s'attachant à son
évolution par la prise en compte des acquis modernes de l'Humanité qu'elle
contribue elle-même à enrichir par une interaction positive et féconde. Dans
le même temps, il nous faut être vigilants pour faire face à toutes les entrepri-
ses d'aliénation culturelle et de domination qui viseraient à mettre un terme à
la diversité culturelle en imposant, plutôt que des références culturelles et des
valeurs partagées, une vision hégémonique niant, de fait, toute diversité.

c) garantir la pratique de l'éducation religieuse en dehors de tout esprit d'ins-
trumentalisation politique dans le cadre d'un système éducatif qui favorise le
droit à l'enseignement et à la diffusion des valeurs de la réflexion critique et
scientifique, ainsi que de l'effort d'interprétation (ijtihad) ; renforçant par la
même la promotion d'une personnalité tunisienne ancrée dans son identité
nationale et ouverte aux valeurs modernes.

7- L'Etat démocratique auquel nous aspirons se doit de défendre les causes
justes des peuples arabes et musulmans et leurs légitimes aspirations à la li-
berté, à la démocratie et à la justice sociale. Il favorisera la recherche de l'uni-





fication des efforts pour faire face à l'oppression interne ainsi qu'à toute forme de colonialisme et d'hégémonie étrangère dans la détermination du destin des peuples concernés et dans la concrétisation de leur avenir commun.

Le « Collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés » dans la diversité de ses composantes, rend publics ces principes et ces constats de convergences consensuels et prend l'engagement d'en favoriser la réalisation, tout en insistant sur le fait que l'expérience historique confirme que le contenu des rapports entre l'Etat, la religion et l'identité nationale ne peut se concevoir comme une ordonnance établie à priori et de façon inversible.

Ces rapports se fondent en effet, sur un pacte social. Celui-ci est appelé à évoluer en interaction avec les réalités politiques, culturelles et économiques de chaque société. Ce pacte est par essence évolutif.

A travers le temps, c'est un système de valeurs et de règles de conduite, non figées, que les générations successives doivent adapter à leurs conditions de vie et à leurs aspirations constantes au progrès. L'objectif est de favoriser un ancrage populaire de ce système de valeurs, de façon directe ou indirecte, à travers des institutions constitutionnelles représentatives fondées sur les principes du régime Républicain, les droits humains et l'identité nationale de notre peuple.







L'ELARGISSEMENT DES OBJECTIFS (Traduite de l'arabe)

Après deux années de travail en commun et à la suite des évaluations successives faites par «le collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés» ainsi que par référence aux actions et aux conférences organisées par le «collectif», l'assemblée plénière - réunie le 23-11-2007 – a décidé, dans la perspective des futures et importantes échéances électorales que doit connaître le pays, d'ajouter aux trois objectifs revendicatifs initiaux du «collectif» (et qui ont fait l'objet d'explications appropriées dans la Déclaration initiale du «Collectif») ; trois autres thèmes complémentaires. Les six axes de référence du « C18-10 » seront donc désormais :

- La lutte pour la liberté d'association pour toutes et pour tous,
- La lutte pour la liberté de l'information,
- La lutte pour la libération des détenus politique et d'opinion ainsi que l'adoption d'une loi d'amnistie au profit des victimes de la répression,
- La lutte pour l'indépendance de la justice et pour la cessation de l'instrumentalisation par le pouvoir des institutions judiciaires.

Cette lutte doit notamment prendre en compte les appels pour l'indépendance du judiciaire qui font, aujourd'hui, l'unanimité des composantes autonomes de la société civile et des forces politiques indépendantes .

Cette volonté de respect de l'indépendance de la justice a été courageusement





défendue par des magistrats libres et leurs instances représentatives légitimes en écho aux actions entreprises par les avocats pour le respect des normes du droit à un procès équitable dans toutes les procédures judiciaires quelle que soit la nature des juridictions concernées,

- La lutte contre la corruption et le népotisme, Cette lutte constitue, en l'état actuel du développement de ce fléau, un devoir national en raison de ses conséquences aussi bien sur le plan des intérêts nationaux qu'aux niveaux économique et social avec son cortège d'injustices notamment à l'égard des couches populaires de la population. Le monopole exercé par l'Etat sur l'information et les difficultés qui en découlent pour aborder les dossiers sensibles relatifs à la gouvernance des institutions étatiques et des entreprises publiques, se conjuguent au monopole exercé sur la justice et son instrumentalisation, surtout pour les dossiers sensibles en matière de corruption administrative et financière La lutte contre ce fléau n'en est, dès lors, que plus impérative.

- La lutte pour des élections libres, transparentes et impartiales, Les importantes échéances électorales futures (2009-2010) relatives aussi bien aux scrutins présidentiel, que législatif et municipal, nous font enfin obligation de saisir ces échéances pour, d'une part, mettre en relief les contradictions politiques entre les aspirations populaires et le pouvoir et, d'autre part, pour poser la question essentielle des conditions indispensables pour des élections réellement transparentes et impartiales, notamment au niveau des lois régissant ces consultations et du droit imprescriptible de candidature, qui ne saurait souffrir aucune exception, ainsi que de la mise en cause, à l'occasion de ces batailles politiques, des arguments alibis avancés, depuis l'indépendance et tout particulièrement depuis 20 ans, pour tenter de justifier l'hégémonie de l'Etat-parti et la dérive despotique et totalitaire du régime.

TUNIS LE 23-11-2007









UNITÉ D'ACTION POUR UN CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE EN TUNISIE

Par la présente est rendue publique la plate-forme politique fondant un cadre d'action commune et de débat basé à Paris, le «Collectif du 18 octobre pour les Droits et les Libertés en Tunisie». Ce cadre a vocation à contribuer au rassemblement des conditions d'un changement démocratique en Tunisie en rapport avec le «Collectif du 18 octobre» en Tunisie, avec les collectifs régionaux et avec toutes les initiatives portant des aspirations similaires.

Ce collectif regroupe les principaux partis de l'opposition tunisienne représentés à Paris (Congrès Pour la République ; Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés ; Mouvement Ennahdha ; Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie ; Unionistes Nasséristes), les principales associations militant pour les droits humains en Tunisie (Association des Familles et des Proches des Prisonniers Politiques ; Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie ; Conseil National pour les Libertés en Tunisie ; Solidarité Tunisienne ; Voix Libre) ainsi que plusieurs figures indépendantes de la communauté migrante ou exilée tunisienne.

La plate-forme définit les termes de l'engagement commun d'organisations et d'individus portant des orientations et sensibilités politiques différentes et parfois opposées (social-démocratie, gauche démocratique et communiste, islamisme politique, nationalisme arabe...). Elle dessine les positions de principes permettant une convergence entre les composantes du Collectif autour de la résistance à la dictature et l'élaboration des conditions d'un changement démocratique réel.

La naissance du Collectif, la rédaction de sa plate-forme constituante, les axes programmatiques qu'il se donne et ses mécanismes de fonctionnement sont le fruit de débats qui se sont déroulés durant les mois passés de manière transparente et démocratique. Le cadre demeure ouvert à toute personne et toute organisation qui souscrit à ses principes constituants.





Plate-forme, principes de fonctionnement
et premiers signataires en langue française

Tunisie : Il faut défendre la société...

Plate-forme politique pour une action commune

1 -

Nous comprenons et soutenons la dynamique qui a commencé le 18 octobre 2005 comme une étape dans la succession des luttes menées par le peuple tunisien pour la justice et la liberté le long des décennies passées. De notre point de vue, elle se situe dans la continuité des combats démocratiques, sociaux, syndicaux, politiques et associatifs qu'ont engagés les mouvements des travailleurs, des étudiants et lycéens, des femmes, les prisonniers politiques et leurs familles, les chômeurs, les artistes et intellectuels, les organisations professionnelles (avocats, magistrats, journalistes...), les défenseurs des libertés et des droits humains, ainsi que les mouvements des populations migrantes et exilées ...

Cette dynamique appartient, sans exclusive ni hiérarchie, à toutes les tunisiennes et tous les tunisiens qui, conscients du caractère nécessaire et inéluctable d'une rupture démocratique réelle, cherchent à en rassembler les conditions.

2 -

L'importance de l'initiative du 18 octobre 2005 réside, selon nous, dans le fait que des représentants de partis politiques d'orientations différentes, que des associations et des individus de diverses sensibilités se soient rassemblés autour du constat de la nécessité d'une rupture démocratique réelle avec la dictature. Qu'en conséquence, ils aient joint leurs moyens autour de revendications communes afin de contribuer à engager un rapport de force politique à même de réaliser cet objectif.

Elle réside dans l'ampleur du soutien et de l'écho qu'elle a suscité dans toutes les régions du pays ainsi que dans les pays d'émigration, aussi bien au sein des milieux politiques, syndicaux et associatifs qu'au-delà des sphères militantes. Elle réside dans sa vocation affirmée à être large et fédératrice tout en s'efforçant de définir, outre ses trois revendications initiales, les principes et les règles de son action et des rapports politiques pour l'instauration desquels elle





œuvre.

3 -

Les revendications portées par les grévistes de la faim du 18 octobre reprennent des exigences de mesures indispensables, qui font consensus au sein des forces opposées à la dictature.

La garantie de la liberté d'organisation et d'association

La garantie de la liberté d'expression et de la liberté de la presse

La libération des prisonniers politiques et la promulgation d'une loi d'amnistie générale

L'apport qualitatif nouveau de l'initiative du 18 octobre est la volonté d'aller au-delà de la dénonciation et de la protestation vers le rassemblement de la capacité politique effective d'imposer ces exigences.

Afin que cette capacité voie le jour, l'action doit se donner les moyens d'un enracinement populaire. Afin d'être crédible, elle doit exposer de manière transparente ses règles de fonctionnement et ses points de consensus.

4 -

Les revendications initiales avancées lors de la grève de la faim du 18 octobre relèvent de la nécessité la plus pressante et sont d'une grande importance. Pour poursuivre la logique de cette initiative nous devons faire quelques pas de plus.

C'est pourquoi notre dynamique se donne pour tâche prioritaire d'impulser des actions et des débats partout où c'est possible afin de définir le cadre nécessaire à une convergence pour la résistance à la dictature et pour la défense des droits de la société.

Les objectifs suivants font d'ores et déjà partie selon nous des exigences minimales pour une sortie effective de la dictature, elles font l'objet d'un consensus parmi nous et se rajoutent aux trois premiers :

Le droit au retour des réfugiés politiques et des exilés

La lutte contre la corruption et la poursuite des personnes et entités impliquées

La garantie de l'indépendance de la justice et de la neutralité de l'administration

La garantie des droits de tous les détenus et l'exercice d'un contrôle effectif sur les conditions carcérales, le bannissement de toutes formes de torture et de





mauvais traitements et la poursuite des responsables de tels actes

5 -

Outre les objectifs qu'elle s'assigne, une unité d'action politique a besoin d'assurer la cohésion et la confiance entre ses composantes. Celles-ci doivent adhérer de manière claire et explicite à un minimum de principes fondamentaux. Cela permet par ailleurs d'asseoir la crédibilité d'une convergence d'éléments aux orientations et aux programmes différents, parfois contradictoires.

Ce qui constitue un cadre à notre action est notre attachement à trois principes :

Le principe d'égalité / Egalité complète et effective de tous les citoyens sans discrimination ou préjudice sur la base de l'origine sociale, du sexe, de l'orientation intellectuelle ou existentielle

Principe d'indépendance / La souveraineté nationale du pays est indissociable de la liberté et de la dignité de ses citoyens ; le refus de toute subordination des choix du peuple à la volonté ou aux pressions d'une quelconque puissance étrangère est la condition d'une ouverture et d'une coopération juste avec le reste du monde. Plus largement, le refus de toute forme de domination coloniale, d'agression ou d'occupation, et l'affirmation du droit des peuples à l'autodétermination et à la résistance à l'occupation sont un pré-requis de tout discours et de toute prétention démocratiques.

Le principe du rejet de la violence comme moyen de résolution des différends politiques et idéologiques ; le refus de la violence d'Etat comme moyen de gestion des conflits sociaux et politiques ; la garantie de l'intégrité physique des personnes.

6 -

Près de 10% de la population tunisienne vit hors du territoire national. Les migrants et les réfugiés tunisiens, quelle que soit leur situation administrative ou socio-économique, contribuent pour une part importante à la vie du pays, ils en sont une partie intégrante. Leurs activités économiques participent de la richesse nationale et leurs expressions politiques et culturelles sont des éléments à part entière de l'évolution politique et culturelle de la Tunisie.

Il doit donc être admis que la contribution des tunisiens migrants et réfugiés au processus d'émancipation de la société tunisienne ne relève pas uniquement du soutien et de la solidarité mais de la participation pleine et entière,





avec ce que cela suppose de droits et de devoirs.

Il doit également être admis que les souffrances que vivent les migrants et les réfugiés (parcours tragiques des migrants clandestins qui fuient la misère et qui affrontent toutes sortes de dangers et de persécutions policières ; situation de ceux qui installés à l'étranger sont en butte aux discriminations et luttent pour leurs droits ; exil forcé des réfugiés politiques et le préjudice collectif fait à leurs familles) font pleinement partie du drame tunisien, et qu'aucun processus d'émancipation ne peut en faire abstraction.

7 -

Ce qui nous rassemble donc aujourd'hui est notre volonté d'être à la hauteur d'une conscience largement partagée par les tunisiennes et les tunisiens. Celle du caractère devenu insupportable de l'ordre en vigueur dans le pays, du danger pour l'avenir que représente la perpétuation de la dictature et de la nécessité de rompre sans plus attendre avec elle.

L'objectif que nous nous assignons et pour lequel nous nous engageons à œuvrer est l'émergence de forces démocratiques et populaires à même de défendre les droits de la société, de résister à la dictature et de permettre son dépassement vers un avenir meilleur. Pourvu que cela puisse démentir définitivement la thèse qui affirme que l'aspiration démocratique est incompatible avec l'espace arabo-islamique duquel le peuple tunisien fait pleinement partie.

8 -

Ce avec quoi il s'agit de rompre, est un régime despotique dont les caractères —qui ne font que s'accroître— sont :

Le monopole du pouvoir et la privatisation de ses institutions ; la confiscation du droit du peuple à déterminer ses choix politiques, économiques, sociaux et culturels et de décider des orientations qui conditionnent son avenir ; la négation du droit de chacun(e) à avoir accès aux conditions fondamentales d'une vie digne, à exprimer librement ses convictions politiques et intellectuelles, à s'organiser et à agir en conséquence ; le quadrillage policier de tous les espaces publics et privés et le recours à la répression, aux procès politiques, aux emprisonnements arbitraires, à l'agression et à la torture physique et morale comme instruments systématiques de gestion de la société ; la généralisation de rapports économiques basés sur le pillage, la corruption, la dilapidation





des biens et des services publics et sur le bradage des pans les plus rentables de l'économie nationale.

9 -

Les représentants d'associations et de partis politiques, les individus soussignés déclarent par la présente, ce jeudi 2 février 2006, la fondation du Collectif du 18 octobre, un cadre permanent de travail et de coordination ouvert à toutes les tunisiennes et tous les tunisiens vivant hors du territoire national et souscrivant à la présente charte de principes. Cette instance se donne pour tâche l'organisation d'actions et de débats, ainsi que la communication et la coordination d'initiatives en rapport avec les objectifs définis ci avant.

L'instance décisionnelle quant aux orientations et au choix politiques est l'assemblée générale ouverte à tous les adhérents. Elle définit également les statuts et les règles de fonctionnement.

Notre rassemblement se situe dans le prolongement de l'initiative du 18 octobre 2005. Il entretient un rapport de partenariat privilégié avec le Collectif du 18 octobre en Tunisie, tout en restant autonome. Il vise à être partenaire de toutes les initiatives toutes les réalités politiques, sociales et culturelle en France et à l'étranger allant dans le sens des principes et des objectifs définis dans la présente plate-forme.

Premiers signataires de la Plate-forme (Ordre alphabétique)

(1)Abdelbaki Fethi (Collectif des Familles et des Proches des Prisonniers Politiques)– (2)Abid Bachir – (3)Afloug Adel – (4)Aïssaoui Zouhaier – (5)Amaïdi Mustafa – (6)Amri Ahmed – (7)Azouz Karim - (8)Balti Mohsen – (9)Bardi Hussein – (10)Beji Abdessattar – (11)Belhaj Fethi – (12)Ben Hiba Tarek – (13)Ben Hmidane Slim – (14)Ben Jilani Brahim – (15) Ben Saïd Mohammed – (16) Ben Salem Mohammed – (17) Ben salem Seyf – (18)Ben Ticha Noureddine (Conseil National pour les Libertés en Tunisie)– (19)Ben Youssef Adnane – (20)Bettaïeb Riadh – (21)Bhar Mohammed – (22)Bouamaïed Fatma – (23)Bouraoui Jalel – (24)Chaari najah – (25)Chebbi Mahdi – (26)Chebbi Mohsen – (27)Dahmani Iyed (les Unionistes Nasséristes) – (28)Daïmi Imed – (29)Dhahri Bachir – (30)Doghri Kaïs – (31)Fhal Kamel – (32)Guedouar Moncef – (33)Guenaoui Ammari – (34)Hajlaoui Riadh – (35)Hammami Abdelwahhab – (36)Hammami Lotfi - (37)Hamrouni Chokri (Congrès Pour la République) – (38)Jaziri Hussein (Mouvement Ennahdha) – (39)Jendoubi





Kamel (Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie)– (40)Jilani Hedi (Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés) - (41)Khalfet Mongi – (42)Khiari sadri – (43)Kitar Abderrazzak – (44) Ksila Khemaïes – (45)Laabidi Tahar – (46)Lamloum Olfa – (47)Mahjoubi Abdelkrim – (48)Makhloufi Afifa - (49) Makhloufi Sofiene – (50)Naes Fethi (Solidarité Tunisienne)– (51)Riahi Kaïs – (52)Seddik Omeyya – (53)Tagaz Salah (Voix Libre)– (54)Thabet Adel (Parti Communistes des Ouvriers de Tunisie)– (55)Tlili Ali – (56)Trabelsi Rachid – (57)Yahmed Hedi

PRINCIPES GENERAUX D'ORGANISATION DU COLLECTIF 18 OCTOBRE DE PARIS

Le collectif 18 octobre de Paris est un cadre de lutte pour les libertés et les droits, un espace de réflexion et de débat sur les conditions d'une transition démocratique en Tunisie. Il rassemble des partis politiques, des associations et des personnalités indépendantes de tendances et de sensibilités diverses qui militent pour la liberté d'expression et de la presse, la liberté d'association et d'organisation et pour la promulgation d'une loi d'amnistie générale et la libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion.

Le collectif est un espace de convergence, il demeure ouvert à tou(te)s les militant(e)s et organisations politiques et associatives qui adhèrent à sa plateforme constituante. Il opte pour la transparence, la collégialité et la recherche du consensus dans son fonctionnement.

Le collectif 18 octobre de Paris a l'ambition de développer des relations de coordination et de complémentarité avec toutes les initiatives similaires partout dans l'immigration tunisienne, d'entretenir des rapports étroits de partenariat avec Le collectif 18 octobre pour les Droits et les Libertés en Tunisie ainsi qu'avec les comités régionaux.

L'Assemblée générale :

C'est le cadre souverain et le lieu privilégié de débat et d'engagement des militantes et militants. Elle dispose d'un véritable pouvoir de décision et d'orientation ; c'est donc à son niveau que sont élaborées et débattues démocratiquement les grandes lignes programmatiques et les initiatives d'envergure.

Cet espace est appelé à se réunir tous les trois mois et chaque fois que les circonstances l'exigent.

Le Comité de coordination :





C'est une structure issue de l'assemblée générale et composée de membres représentant les différentes tendances du Collectif. Son rôle est d'exécuter et de mettre en oeuvre les décisions prises par l'Assemblée Générale et donner corps aux orientations arrêtées par la dite A.G.

Cette instance qui dirige concrètement le Collectif est appelée à se renouveler tous les ans. Elle est aussi appelée à tenir et à en gérer la trésorerie du, mais aussi à assurer un minimum de secrétariat administratif (PV, comptes, listing, mails, site...).

Le comité de coordination peut également choisir parmi ses membres un coordinateur dont le rôle est d'organiser son travail et d'assurer le lien avec l'assemblée générale. Son mandat sera précisé et délimité par le comité de coordination.

Il prend aussi en charge l'animation de d'espace de débat en mettant en place des groupes de travail ouverts à tous les adhérents, pouvant comporter des personnes extérieures, pour organiser des débats autour des questions choisies en assemblée générale.

Le Financement :

Le budget du Collectif est composé de l'apport de ses membres, des partis et associations le constituant. Les individus participent par une cotisation minimale de 5 euros qui sera collectée lors de la tenue de chaque A.G. et selon sa périodicité. Le collectif accepte les dons de soutien dans la transparence et de la manière qui ne porte pas préjudice à son autonomie.

Paris, le 13 Février 2006









PREFACE

(translated from Arabic)

I- It is indeed the first time that Islamists and partisans of de la secularisation of the State decide to debate together on issues determining the future with a will to overcome ideological tensions, sectarianisms and outbidding tactics that have in the past hampered so many other projects initially intended to strengthen freedom and democracy. The bitter debates provoked, particularly on Web sites, by the publication of these two texts confirm in a way their importance even though some reactions were overly aggressive and polemic towards the “October 18 Collective”.

We deplore these excesses but we think that these reactions are normal and constitute, in the long run, beyond excesses and anathemas, a source of enrichment. Indeed, initiatives with historical aims cannot be born and evolve silently for they are intended to provoke reactions from a number of those, whether individuals or groups, who refuse any change aiming at moving lines and taking into consideration the desire of society to adapt to the changes of our epoch as much as its need for an innovative democratic experience guaranteeing conditions for living together in harmony.

Another indication of the interest arisen by these two texts is found in the important positive reactions in the Machrek and Arab Maghreb countries as well as in Europe following their publication. Some associative and institutional entities thus undertook the initiative to try and find out about the reality of this dialogue between Islamists, secularists and laymen in an attempt to understand its meaning and scope. It is true that a number of political forces





in the Arab world wish to promote such debates but, after several years of constant efforts, this led them to acknowledge the failure of these attempts due to the protagonists of different sides failing to overcome their strong antagonisms. It is worth while mentioning in this respect that several members of the “October 18 Collective” attended, whether as such or as individual, several international meetings where they had the opportunity to evoke the two year experience of the “October 18 Collective” since its inception and the political and thought debate organized within it.

For example, the encounter organized in Cairo by the Cairo Institute for Human Rights Studies in May 2007 on “experiences of changes in the Arab world”, part of the debates were on the “October 18” experience.

A symposium was also organized in Casablanca parallel to the Arab Summit in 2006, or the debate of a Tunisian non governmental delegation with the European Parliament Socialist Group in Strasbourg in September 2006 which largely evoked the realities and conditions of the dialogue between laymen and Islamists.

II- On the occasion of the publication of this booklet including these two texts by the “October 18 Collective” and considering the reactions provoked, we found it useful to give the following precisions:

1. The “October 18 Collective for rights and freedoms” announced right at its inception, et contrary to what some of its detractors claimed in obvious bad faith, that its action would cover two fundamental lines, that of activist and concrete action and that of the debate between the whole of its constituent elements.

Under these conditions, was initiated in November 2005 the “October 18 Forum” with a mission to organize the debate on issues that were a source of conflict between the major protagonists of the Tunisian political scene. Four (4) themes were thus highlighted and described as “grey zones” calling for thorough debates.

All the elements of the “October 18 Collective”, including Islamists, agreed on this forum and its themes. In announcing the inception of the Collective and the Forum and launching these debates, the Collective initiators put a decisive brake on the policy of exclusion from the political arena of any Isla-





mist leanings, raised by some to the status of an intangible rule during several decades.

Besides, these debates were not conceived, from the start, as theoretical and abstract confrontations related to dogmas and aiming at imposing on one or several protagonists that they renounce their convictions as a consequence of a sort of harassment by some over one element or other. In reality, the very idea of a national debate focused on perspectives for the future exclude any resorting to intimidation or harassment in as much as such debate draws its strength, in its very principle, from the idea of an inclusive partnership between all those that mutually accept the others as partners born from a same nation and loyally committed to the quest of forms of common action based on a consensus to be broadened while avoiding that mutual concessions implied in the process belittle one partner or the other. The debate on this basis is, therefore, a political debate in its full acceptance and the issues to be debated fundamentally concern the role and function of the State, the power systems and the common positions on issues that might seem theoretical but are at the heart of the debates on the State, of the societal stakes and of the nature of the power systems being confronted. Putting an end to general discourses which are exclusively ideologically connoted to take hold of the themes of divergence in the most concrete way possible while attempting to broaden the possibilities for a consensus is not in the least depreciating for the parties concerned. On the contrary.

This belief and the approach adopted together by all the constituent elements of the “October 18 Collective” helped to finalize common texts, historical in many respects, on sensitive issues. From these debates that should go on and from the results achieved and the expected outcomes, it will be possible to draw a number of common standards and principles laying way for the adoption of a Citizen Code of Conduct.

2. The agreement on the two texts relating to “Gender Equality” and “Freedom of Conscience” belies the idea of “an intellectual harassment” put forward by some, for these two texts show that the les efforts made for a compromise were mutual between the participating parties with a concern to succeed in bringing out a number of standards and principles with a universal vocation and compatible with the cultural and civilizational specificities of our Arab





and/or Muslim societies.

3. The successful debate and discussions up to now organized by the “Collective” did not prevent it to play its planned political role. It thus organized political conferences that contributed in helping the “Collective” to make progress in the thought debate initiated but above all it undertook some concrete initiatives at national and regional level within the country, while attending political gatherings along with other forces. One should however not expect from the “Collective” more than what it can do while deliberately disregarding the harassment and interdiction campaign it was subjected to. The conclusions that could be drawn, under these conditions, from this observation could only be erroneous ones. We won’t recall in details here all the interdictions and harassments that the “Collective” has been exposed to for two years. Recalling this is necessary but this should not hide our share of responsibility and our shortcomings that we are determined to try and overcome in the future.

4. According to our agenda of thought debates set since the inception of the “October 18 Collective”, we have two other main themes left: “relationships between religion and the State” and “corporal punishment issue”. The “Collective” hopes to achieve satisfying results on these two themes as quickly as possible. We hope to thus belie the speculations of our detractors belonging to those who use certain religious radical conceptions as a reference and showed that they would definitely refuse any form of dialogue and debate because they have such an unshakeable will to impose immutable conceptions situated outside of history and time and banishing any attempt to take into account the necessities and requirements of modernity. At the same time, the “Collective” hopes to prove the unfounded character of the positions held by eradicating elements whether in power or claiming to belong to some opposition side that would like to justify, openly in some cases and implicitly in others, choices based exclusively on security motives and the repression imposed on the whole of the society elements in the name of the fight against Islamist peril.

This would imply – according to them – making no difference between a moderate Islamist and a radical one, insisting on the allegation according to





which concessions made by Islamists are of a tactic nature and proceed from a double language made licit by the practice of Taqia.

III-We must go beyond these two approaches totally antagonistic the consequences of which combine to bar any possibility of moving the lines and to undertake initiatives aiming at provoking a true political debate. And the “October 18 Collective for rights and freedoms in Tunisia” bets on the necessity and validity of this dialogue to broaden the struggle for rights and freedoms and address all forms of repression that the State has been imposing on citizens for 50 years but more particularly during the last two decades. That is the way we think we can contribute, through pacifist political action, to free the way for a better future for our children. The immediate goal is to provide ourselves with a platform relying on minimum common standards and principles as a base on which we could identify the conditions for living together in an incentive and stimulating way and, together, bring our own contribution to the success of the transition process from dictatorship to democracy.

TUNIS, NOVEMBER 23, 2007
October 18 Collective for rights and freedoms







DECLARATION ABOUT WOMEN'S RIGHTS AND GENDER EQUALITY

(translated from Arabic)

1. Tunisian women acquired important legal rights on the way to her empowering as a human being and as far as her participation on equal terms with men in various fields of life in society is concerned. These rights are the product of a reforming movement initiated under the aegis of great thinkers and politicians who had the honour of defending the right of women to education and their will to gradually free themselves from constraints that hampered their empowering. It is also the result of long-lasting fights notably led by many women from various thought horizons who contributed, all along last century, to break the chains of women's submission and promote their admission and their participation to public life.

2. Among the main legal rights, are the provisions of the Personal Status Code (PSC) guaranteeing women fundamental rights and a number of reforms contributing to limit the discriminations and exclusions they were faced with, alleviating this way some of the motives of tensions in family relationships. Thus, the PSC outlawed polygamy and made compulsory free consent as a precondition to marriage contract. This code as well considered that a woman could marry without any guardian and set a minimum marriage age, putting an end to marriage of minor teen-age girls. Furthermore, the PSC guaranteed the conditions for equality between men and woman in the major fields, submitting the divorce procedure to a judge's authority. Finally, it promoted a larger participation of women to family's affairs and broadened the possibilities of access to Tunisian nationality for children born from a Tunisian mother and a foreign father.





3. In the field of education and schooling, the Tunisian positive Law implemented the principle of equality between boys and girls as far as the right to schooling and its compulsory character are concerned, opening the way to a progressive alleviation of discriminations in access to schooling. This consequently led to fewer differences in schooling rates by gender, promoting an improved image of women in the eyes of the youngest.

4. At the level of the status of the right to work, Tunisian legislation determined an equality principle between men and women as regards the right to work and salaries, social cover and sanitary protection, giving pregnant or breastfeeding women rights protecting their health and maternity. It also determined an equality principle as regards the right to retirement and its benefit modalities as well as promotion possibilities and guaranties in case of redundancy. Tunisian labour law and law of social protection were conformed to most of ILO international conventions signed by Tunisia. The world of work was opened to women who gradually had access to all the fields of economic and social activities, marking their presence at every level and in all professional fields where they often showed a competence that definitely helped mentalities to progress and get them rid of traditional and archaic prejudices that were for a long time used to justify women's inferior status and the contempt they suffered from.

5. In the field of civil and political rights, constitutional and legislative provisions contributed to enhanced gender equality, confirming women's ability to establish and sign contracts, and to go to court at the level of all judicial procedures. They were granted financial personality and the right to vote and eligibility at various levels of responsibility. They were guaranteed exercise of legal freedom to move and travel, as well as the possibility to assume parliamentary and ministerial functions, confirming their growing participation in associative life, in the life of parties and that of various political institutions.

6. The « October 18 Collective for rights and freedoms» reaffirms its support to all the acquired rights resulting October 18 Collective for rights and freedoms : 2005-2007 from a reforming and innovative approach based on Ijtihad. These rights are in full conformity with the provisions of international





conventions related to women's rights and they helped women to assume their humanity and get rid of cultural and social chains inherited from centuries of decline. This led to the empowering of half of the society and the latter was able to make the choice of modernity without renouncing the foundations of its specific identity and its cultural and civilizational roots.

7. The « October 18 Collective» strongly reiterates its determination to safeguard and defend all these rights against any attempt aiming at challenging them. In doing so, the Collective is determined to pursue dialogue, with perseverance et in a spirit of national concord, on issues about which differences in views or divergences made it impossible to reach a consensus, such as the issue of equality in inheritance distributions or the attitude toward some reserves the Tunisian State has when signing and ratifying international conventions relating to Women's rights. In spite of the progress registered, women's situation however requires further efforts in order to advance and improve acquired rights on the legislative plane but mostly at the implementing level in the perspective of achieving full equality between men and women and stopping any gender based discrimination between citizens.

8. In the field of personal status, concern for safeguarding the family and its role in society should urge for more thorough debates on the issue of equality of rights and duties between spouses considering that the conjugal relationship is based on a partnership and complementarity in the conduct of family's affairs, protection of the children, choice of conjugal home and attribution of the nationality to the children born from the couple. To this end, it is necessary to find in the PSC and in the whole of legislative texts all forms of discrimination contributing to grant women an inferior status. It is also necessary to rise up to the age of 18, for women, the minimum du marriage age to make it coincide with the end of childhood and early teen age.

9. As far as schooling is concerned, and in spite of all the progress made, illiteracy still remains worrying in the female population, the illiteracy rate among women being superior to that prevailing among men. In the same way, on the labour plane, equality claimed in texts did not help suppress discriminations still obvious in women's daily life; unemployment being a major cause of concern since _ of women are not considered as being part of





the active population. Furthermore, women often have the most precarious functions and jobs and they are exposed more than the average wage-earners to labour instability and redundancy, the least qualified and inferior being given to women.

Claimed equality of salaries is far from being achieved since, according to the latest official statistics available, the average salary among women is inferior by 14% to that among men, even going down to the rate of 18% in the private sector. Salaried women are faced with various forms of discrimination due to the inferior rank where they are stuck, and this affects in particular essential aspects of their life, particularly marriage, pregnancy and breast-feeding. Subject to a double task, salaried and domestic, women working out of their home, do not find enough facilities, yet provided for by company and institution engagements, such as daycare centres, day-nurseries and child protection structures. Besides, it should be underlined that there are growing and worrying signs of violence against women at conjugal level as well as in social life; this phenomenon combines with the multiplication of moral and sexual harassment acts as well as situations of women trafficked for sexual exploitation.

On the political plane, finally, women are as much exposed, if not more, as men to non-respect of their fundamental rights and freedoms. Women are however more penalized in so far as their family responsibilities and traditional conceptions based on the inferior status in which they are kept, expose them in a stronger way to discriminations. This is visible in the low rate of women's presence in the so-called representative institutions and in executive institutions at local, regional and national level as well as within professional organisations, cultural authorities and political parties.

If the « October 18 Collective for rights and freedoms » is keen on reaffirming, on every occasion, its attachment to the acquired rights, it is nevertheless determined to contribute to fight any manifestation of discrimination toward women whether within the family or in public life. Political movements, civil society elements and the whole population are concerned by this major issue. Efforts toward evolution and improvement should be strengthened in the spirit of interaction and dynamics between, on one hand, fundamental referents of the Arab and Muslim identity of our society and, on the other hand,





the acquired rights of mankind during the modern contemporary age. This interaction is what will contribute to better manage the implementation of the gradual achievement of a full gender equality, most particularly focusing on the following goals:

- Explicit mention of the reference to gender equality in the Constitution text as well as in the various law texts related. These texts should be ridden of any ambiguous provision that will need to be clarified and amended in parallel to the abrogation of any legislative provision confirming women's inferior status and the discriminations toward them. On this basis should be considered the evolution leading to full equality in order to ensure women an effective and largest possible participation to public life with the possibility to assume any function, without exception, to which they would aspire depending on their skills and talents.
- Set up legislative provisions and judiciary mechanisms to punish authors of discriminations against women and allow all associations and organizations concerned to go to court at the side of the victims of these discriminations.
- Abrogate the Circular 108 in so far as it is an administrative text proceeding from an abuse of power exposing veiled women to the arbitrary and the deprivation of the exercise of their rights. The veil issue concerns in the first place freedom of personal choice which cannot be subjected to any interference, to forbid it or impose it, based on coercion, constraint or repression.
- Advance mentalities, reform and give Schools the means to play the role that it should in these changes which, beyond discourses, are experienced and evolve in one direction or other in daily life. In the same way, beside Schools, the important role of Medias (published press and audio visual press) should be highlighted in the emerging of a new culture based on the dismissal of all forms of discrimination against women and on the strengthening of an environment promoting the development of more complementary relationships showing more solidarity within the family.
- Strengthen sanitary protection of women and reduce in an equitable way the gap between the public and private sectors in terms of maternity leave





and consider initiating a prenatal leave. Support all initiatives and measures aiming at reducing the gap between men and women in all fields. Promote and effectively set conditions for the institution and respect of individual and public freedoms, based on mobilizing the whole elements of society for the implementation of a social reform reflecting the aspirations of the largest number of people while ensuring with vigilance the transversal integration of the “gender” dimension in all reform programs and fighting, at the same time, against instrumentalization, for propaganda ends, of the women’s cause by the power, its party and its satellite organizations.

TUNIS, MARCH 8, 2007









DECLARATION ABOUT FREEDOM OF OPINION AND OF CONSCIENCE (translated from Arabic)

The “October 18 Collective” has launched, within the context of its “October 18 Forum”, a debate over freedom of opinion and of conscience, starting with a public conference on this issue, which was reported about in the opposition press and on Internet, and which lasted for several weeks.

The opportunity was thus given to figures of some opposition parties to give some presentations expressing their conceptions and approaches toward this major issue. Intellectuals coming from various horizons, representatives of civil society autonomous elements and national personalities attended this public debate characterized by the diversity, plurality and richness of the points of view expressed, addressing a number of themes related in particular to the issue of apostasy as well as to the reference to international pacts and conventions insuring the exercise of this freedom.

Participants to this debate were unanimous in thinking that, in spite of the progress achieved in this field among Arab and Muslim societies, a number of hindrances and distortions still weigh heavy on legislations in force and practices governing, in this regard, relationships between the State and the citizens.

In spite of diversities, indeed oppositions, among the participants’ conceptual and ideological references and, in some cases, of the plurality of approaches





and interpretations within one trend of thought, the discussions that took place during three months (in a context made harder by police harassment and surrounding) nevertheless helped the personalities and parties constituting the “October 18 Collective for rights and freedoms”, bring out elements of consensus around the following values and standards:

1. Freedom of conscience – which relates to individual choice – must be guaranteed to every citizen man and woman. It cannot be subjected to any constraint and it includes the right to adopt or not a religion and to affirm beliefs of one’s choice as well as the freedom to manifest one’s religion or belief, through accomplishing rites, practices and teaching.

The freedom to manifest one’s religion or beliefs can only be subjected to restrictions provided by law to protect public order or someone else’s fundamental rights. These restrictions should not question the actuality of the exercise of this fundamental freedom, with the State committing itself to respect the freedom of opinion and of conscience that must be assured by law and that it is the assigned mission of the legal authorities to save from any breach.

2. It is necessary to banish among citizens, equal in rights and duties, any form of discrimination based on religious belonging or convictions, in so far as access to and exercise of citizenship involve full and total equality among society members.

3. The provisions of International Covenants relating to freedom of beliefs and of conscience, particularly those found in the “Universal Declaration of Human Rights” dated December 10, 1948, the “International Covenant on Civil and Political Rights” dated December 16, 1966 and the November 25, 1981 United Nations la Declaration on the “elimination of all forms of intolerance and discrimination based on religion or belief”, should be respected. This reference to International Covenants is made stronger through the conviction that freedom of conscience belongs to the whole humankind and that the universal character of Human Rights is based on the enriching experiences and the know-how gained by the entire humankind; universality does not imply standardization but requires, on the contrary, taking into account and respecting diversity.





4. Safeguarding and protecting freedom of conscience in our country is not in the least in contradiction with the place and importance of Islam in the development of a personality specific to the Tunisian people in terms of culture and civilisation. Implementing the universal character of Human Rights and the provisions of International Covenants relating to freedom of beliefs and of conscience therefore imply a creative interaction with the Tunisian people's Arab Muslim cultural experience.

This interaction is one of the incentive factors in the process for reforming society in order to favour its advancement on the path to modernity based on freedom values and rejecting de all forms of dependence and coercion.

This is the base on which the "October 18 Collective for rights and freedoms" is committed to defend freedom of belief and freedom of conscience against any attack (whatever the reasons and the authors) they might be faced with in their effective exercise insofar as this fundamental freedom is integral part of freedom of expression and opinion. Prior to implementing all other freedoms, freedom of expression and opinion is, indeed, the cornerstone of any project of building a democratic and modernist society and one of the major conditions for accessing citizenship and its effective exercise.

October 18 Collective for rights and freedoms







RELATIONS BETWEEN THE STATE, RELIGION, AND NATIONAL IDENTITY (translated from Arabic)

Following a series of public conferences and internal discussions on the subjects of ‘relations between religion and the state’ and ‘national identity’, members of the Collectif tunisien du 18 octobre pour les droits et les libertés (Tunisian Action Group of 18 October for Rights and Freedoms) were able to find agreement on a number of common denominators that can be seen as the minimum core of consensus and inspiration needed to build the type of democracy we seek. This project is aimed at focusing on and guaranteeing the rights of citizens, as well as their freedoms, their religion, and their beliefs.

An assessment of the positions of the different elements present and of the contemporary experience in Tunisia with respect to relations between religion and the state has made it possible to discern three major challenges facing Tunisians in their quest for the implementation of genuine democracy and the development of peaceful relations between religion and the state.

1) The first challenge to overcome is the oppression practised by the authorities in their determination to make the Muslim faith subservient to the will of the state by using it for their own purposes. This policy stems from the recurring decision to impose their vision of religion on society as a whole, in compliance with their political interests and their desire to control all religious spaces. Thus, imams are selected primarily on the basis of their al-





legiance, and their sermons are strictly monitored. Despite the diversity of religious, intellectual, and political beliefs, the individual freedoms of citizens are systematically flouted.

2) The second challenge is the oppression practised in the name of religion. This policy is the manifestation of a dogmatic and extremist reading of the rules and interpretations of the sacred text, which results in violent intrusions into the private lives of citizens and in violations of their freedoms and basic rights, as well as democratic principles.

3) The third challenge is an abusive policy, adopted in the name of modernity that seeks to force religion out of public life and relies on the means of coercion available to the state and on other methods, while provoking confrontations between religion and the state. This policy can only lead to the maintenance of state oppression and the multiplication of violations of freedoms and human rights, thus delaying the achievement of democracy.

Faced with these challenges, the Collectif du 18 octobre has adopted, and is committed to defending, a vision of relations between the state, religion, and national identity that is the product of the creative interactions between the foundations of our Arabo-Muslim civilisation and the modern achievements of mankind. Foremost among these achievements is the protection of human rights and individual and collective freedoms, the actual enjoyment of which is essential to progress, to development, and to safeguarding human dignity.

In this context, the Collectif du 18 octobre, by consensus of all its intellectual and political components, stresses the following points:

1- The democratic state that we seek can only be a civilian state grounded in republican principles and respect for human rights. It is a state whose legitimacy is based on the will of the people, which is periodically called upon, in the context of the implementation of these principles, to elect leaders to state institutions and hold them to account, with both citizens and their rulers adhering to the laws and regulations adopted by elected constitutional institutions. On this basis, the right of each of the parties involved in this consensus to draw upon its own intellectual and spiritual criteria in defining its programme proposals, in all areas, must naturally be guaranteed.





2- Political activities are the result of a human creative and interpretative effort (ijtihad) and this is true of everyone, regardless of their religion and beliefs. This principle ensures that political activities are devoid of any form of sacred influence. Under those conditions, the political arena is a space for free dialogue and debate between political and civil actors – and their programmes – respecting the diversity of their own intellectual norms and standards.

3- The democratic state that we seek is grounded in the norms and principles of citizenship, freedom, and equality. Accordingly, the state must guarantee the effective exercise of freedom of religion and conscience, while combating all forms of discrimination between citizens on the basis of religion, opinions, gender, or membership in any social, political, regional, or other grouping. The full enjoyment by all citizens of all freedoms and fundamental rights is guaranteed as the very foundation of the democratic system.

4- The democratic state that we seek is committed, in words and in actions, to guaranteeing the physical integrity of human beings and banning all forms of torture and physical or moral abuse violating human dignity. Members of the Collectif du 18 octobre are unanimous in their commitment to ensure that its programmes and projects will be in harmony with these fundamental principles, with the state making a commitment to respect and effectively implement the provisions of the 1984 United Nations Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

On this basis, a decision must be made to put in place the mechanisms needed to eliminate the practice of torture in our country.

5- The democratic state that we seek must give special consideration to Islam, as the religion of the majority of Tunisians, while avoiding any monopoly or any misuse of religion, as well as guaranteeing the right to practise any religion and any belief in the effective implementation of freedom of religion and worship.

6- The identity of the Tunisian people has evolved through a lengthy historical process. It has been and continues to be enriched by productive and





creative interaction between the foundations of Arabo-Muslim culture and the universal achievements of modernity. Accordingly, the democratic state that we seek is committed to the following:

- a) Defending the Arabic language, the national language in use in government, education, and culture, and ensuring its ongoing use in society, while constantly remaining open to other languages and other cultures;
- b) Promoting the attachment of the Tunisian people to Arabic and Muslim civilisation by giving priority to all its positive dimensions and focusing on its evolution by taking into account the modern achievements of mankind, which Arabo-Muslim culture helps to enrich through positive and productive interactions. At the same time, we must remain vigilant in order to deal with any attempt to promote cultural alienation and domination and to put an end to cultural diversity by imposing a single vision negating diversity rather than shared cultural norms and values;
- c) Guaranteeing religious education while shunning any political misuse, in the context of an educational system that promotes the right to education and to the dissemination of critical and scientific thought as well as interpretation efforts (ijtihad), thus strengthening the development of a Tunisian personality rooted in its national identity and open to modern values.

7- The democratic state that we seek must defend the just causes of the Arab and Muslim peoples as well as their legitimate aspirations to freedom, democracy, and social justice. It will promote the quest to unite efforts and confront internal oppression as well as any type of colonialism and foreign domination in decisions about the fate of the peoples concerned and the realisation of their common future.

The Collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés, its members united in their diversity, makes these principles and this consensus public and makes a commitment to promote their implementation while stressing that history shows that relations between the state, religion, and national identity cannot be predetermined and irreversible.

The reason is that these relationships are based on a social contract. That social contract will evolve in interaction with the political, cultural, and economic realities of each society. It is essentially an evolving contract.





Over time, the social contract is a system of values and flexible rules of behaviour that each successive generation must adapt to its own living conditions and to its ongoing aspirations to progress. The goal is to encourage an anchoring of this system of values in the population, directly or indirectly, through representative constitutional institutions grounded in the principles of the republican system of government, as well as in human rights and in the national identity of our people.







WIDENING THE GOALS OF THE OCTOBER 18 COLLECTIVE FOR RIGHTS AND FREEDOMS (translated from Arabic)

After nearly two years of joint work and following the successive evaluations made by the « October 18 Collective for rights and freedoms » as well as in reference to the actions and conferences set up by the « Collective», the plenary assembly – that took place on Nov. 23, 2007 – decided, in view of the forthcoming and important elections in the country, to add three supplementary items to the three initial claimed goals of the « Collective».

The six axes « C18-10 » reference main lines will thus be from now on as follows:

- Fight for freedom of association for all men and women,
- Fight for freedom of information,
- Fight for the liberation of political and opinion prisoners and adoption of an amnesty law for the victims of repression,
- Fight for independence of justice and for the Government to stop instrumentalizing judicial institutions, This fight should notably take into account the calls for independence of the judiciary unanimously launched today by civil society autonomous elements and independent political forces, that some free magistrates courageously defended, echoing actions undertaken by lawyers in favour of an independent justice and respect of standards of right to a fair trial





in any judiciary procedure whatever the type jurisdiction involved,

- Fight against corruption and nepotism, This fight constitutes, at the present stage of this plague, a national duty because of its consequences as far as national interests are concerned as well as at economic and social level, with its trail of injustices notably toward the popular stratum in the population.

The State monopoly on information and the ensuing difficulties in addressing sensitive files relating to the governance of State institutions and companies, go with the monopoly held on justice and its instrumentalization, particularly concerning sensitive files relating to administrative and financial corruption.

The fight against this plague is consequently all the more imperative.

- Fight for free, transparent and fair elections The major forthcoming elections (2009- 2010) – presidential as well as legislative and municipal – compel us to take advantage of these events on one hand, to highlight the political contradictions between popular aspirations and the power and on the other hand to ask the essential question about the required conditions for really transparent and fair elections, in particular at the level of the laws governing these consultations and that of the imprescriptible candidacy right, which should suffer no exception, as well as the questioning, on the occasion of these political battles, of the arguments/alibis put forward, since independence and particularly during the last 20 years, in order to try and justify the State Party hegemony and the despotic and totalitarian deviation of the régime.

TUNIS, November 23, 2007







- 53- مهدي الشابي
- 54- ناجح الشعري
- 55- نور الدين بن تيشة (المجلس الوطني للحريات)
- 56- الهادي الجيلاني (التكتل الديمقراطي من أجل العمل والحريات بتونس)
- 57- هادي محمد

هيئة 18 أكتوبر بباريس
للحقوق و الحريات في تونس

- 17- سليم بن حميدان
- 18- سيف بن سالم
- 19- شكري الحمروني (المؤتمر من أجل الجمهورية)
- 20- صالح التقاز (صوت حر)
- 21- صدري خباري
- 22- طارق بن هيبه
- 23- طاهر العبيدي
- 24- عادل ثابت (حزب العمال الشيوعي التونسي)
- 25- عادل عفلوق
- 26- عبد الرزاق كيتار
- 27- عبد الستار الباجي
- 28- عبد الكريم محجوبي
- 29- عبد الوهاب الهمامي
- 30- عدنان بن يوسف
- 31- عفيفة مخلوفي
- 32- علي التليلي
- 33- عماد الدايمي
- 34- عماري قناوي
- 35- فاطمة بوعميد
- 36- فتحي الناعس (التضامن التونسي)
- 37- فتحي بلحاج
- 38- فتحي عبد الباقي (لجنة عائلات وأقارب المساجين السياسيين)
- 39- قيس الدغري
- 40- قيس الرياحي
- 41- كريم عزوز
- 42- كمال الجندي (اللجنة من أجل احترام الحريات وحقوق الانسان بتونس)
- 43- كمال الفحل
- 44- لطفي الهمامي
- 45- مصطفى عمايدي
- 46- محسن بلطي
- 47- محسن الشابي
- 48- محمد بحر
- 49- محمد بن سالم
- 50- محمد بن سعيد
- 51- منجي خلقت
- 52- منصف قدوار

- تعميم العلاقات الإقتصادية القائمة على النّهب و الفساد و الرّشوة و تفكيك الأملاك و الخدمات العامّة و التّفويت في القطاعات الأكثر ربحيّة في الإقتصاد الوطني.

-9-

إن مثلي الأحزاب السياسية والجمعيات والأفراد الممضين أسفله يعلنون اليوم الخميس 2 فيفري 2006 عن تأسيس لجنة 18 أكتوبر كهيكل قار للعمل والتنسيق وهو مفتوح لكل التونسيات والتونسيين المقيمين بالمهجر و الموافقين على هذه المبادئ.

تتعهد الهيئة بمهمة تنظيم الأنشطة والنقاشات والاتصال والتنسيق للمبادرات في علاقة بالأهداف المحددة في هذا النص.

الجلسة العامة هي الإطار التقريري المحدد للتوجهات والخيارات السياسية وهي مفتوحة لكل المنخرطين كما أنها تحدّد الآليات العامة و ضوابط العمل .

يتموقع جتمعنا في امتداد مبادرة 18 أكتوبر 2005 وهو يقيم علاقة شراكة مع هيئة 18 أكتوبر بتونس مع محافظته على استقلاليتها وهو يهدف إلى أن يكون شريكا لكل المبادرات ولكل التحركات السياسية والاجتماعية والثقافية في فرنسا والخارج التي تتماشى والأهداف والمبادئ المبينة في هذه الأرضية.

الممضون على الأرضية :

- 1- أحمد عمري
- 2- ألفة الموم
- 3- أمية الصديق
- 4- اياد الدهماني (الوحدويون الناصريون)
- 5- براهيم بن جيلاني
- 6- بشير عبيد
- 7- بشير الظاهري
- 8- جلال بوراوي
- 9- حسين الباردي
- 10- حسين الجزيري (حركة النهضة)
- 11- خميس قسيبة
- 12- رشيد الطرابلسي
- 13- رياض بالطيب
- 14- رياض حجلوي
- 15- زهير العيساوي
- 16- سفيان الخلوفي

يعيش ما يقارب 10 في المائة من شعبنا خارج حدود الوطن. المهاجرون واللاجئون التونسيون. مهما كانت وضعياتهم الإدارية أو الاقتصادية، يساهمون بقسط هام في حياة البلاد و تطورها. هم جزء لا يتجزأ من المجتمع التونسي يمثل نشاطه الاقتصادي مساهمة هامة في الثروة الوطنية وتعدّ تعبيراتهم الثقافية والسياسية عناصر فاعلة في التطور السياسي والثقافي التونسي.

يجب الإقرار إذا بأن مساهمة المهاجرين و المهجرين في مسار انعتاق المجتمع التونسي لا يندرج في باب المساندة والتضامن فحسب بل هو مشاركة كاملة و فعلية بما يفترضه ذلك من حقوق وواجبات.

يجب كذلك الإقرار بأن المعانات التي يعيشها المهاجرون واللاجئون (مأساة المهاجرين السريين الذين يفرون من البؤس ويواجهون الأخطار و أشكال القمع و التعسف البوليسي. حالة المقيمين بالمهجر المعرضين للتمييز العنصري والمكافحين من اجل حقوقهم. التهجير القسري للاجئين السياسيين وما تعانيه عائلاتهم من عقوبات جماعية) هي جزء من المأساة التونسية ولا يمكن لأي مسار تحرري أن يتجاهلها.

إنّ ما يجمعنا اليوم هو عزمنا على أن نكون في مستوى وعي يحمله العدد الأوسع من التونسيّات و التونسيّين. هو الوعي بأنّ الحال الذي آل إليه النظام القائم في البلاد قد تجاوز ما يمكن احتماله. و الوعي بالخطر الذي يمثله تواصل الدكتاتورية و من ثمة بضرورة الإسراع في القطع معها.

إنّ الهدف الذي نطرحه على أنفسنا و الذي نتعهد بالعمل من أجله هو المساهمة في توفير شروط بروز قوى ديمقراطية و شعبية قادرة على فرض هذه القطيعة و على فتح إمكان تجاوز الوضع القائم نحو غد أفضل. عسى أن نفنّد نهائيا الطرح الزاعم بأن التطلع الديمقراطي يتناقض و الفضاء العربي الإسلامي الذي ينتمي له الشعب التونسي بوجه كامل.

إنّ ما يتوجّب علينا القطع معه هو نظام إستبدادي سماته -المشتدّة حدّة بمرور الزّمن- هي التالية:

- الإستفراد بالسلطة و خصخصة مؤسساتها ؛
- مصادرة حقّ الشعب في تحديد خياراته السّياسيّة و الإقتصاديّة و الاجتماعيّة و الثقافيّة. و في تقرير التّوجّهات المحدّدة لحصيره ؛
- نكران حقّ الأفراد في التّمتّع بالمستلزمات الأساسيّة للعيش الكريم، و في التّعبير الحرّ عن قناعاتهم السّياسيّة و الفكريّة و في التّنظّم و التّشاط على أساسها ؛
- عسكرة كلّ الفضاءات العامّة و الخاصّة والجنوح إلى القمع و المحاكمات السّياسية والسجن والعنف والتعذيب المادي والمعنوي كأسلوب منهجي في إدارة المجتمع ؛

الانفتاح الضروري على العالم والتعاون المتكافئ مع سائر الدول و الشعوب عبر رفض إخضاع خيارات الشعب لأي شكل من أشكال الإجبار أو لضغوط قوى خارجية. بشكل أخص. فان رفض كل أشكال الهيمنة الاستعمارية والاعتداء والاحتلال. وإقرار حق الشعوب في تقرير مصيرها و في مقاومة الاحتلال هما شرطان غيابهما يجعل كل خطاب وادّعاء ديمقراطي لاغ.

- مبدأ رفض العنف كوسيلة لفض الخلافات السياسية والايديولوجية ورفض عنف الدولة كوسيلة لفض النزاعات الاجتماعية والسياسية وضمان السلامة الجسدية للأفراد.

-3-

إن المطالب المرفوعة من قبل المضربين عن الطعام هي أهداف لازمة لا غنى عنها تشكل إجماعاً
صُلب القوى المعارضة للدكتاتورية :
- ضمان حرية التنظيم الحزبي والجمعي.
- ضمان حرية التعبير والإعلام.
- إطلاق سراح المساجين السياسيين و سن قانون العفو التشريعي العام.
الإضافة النوعية لمبادرة 18 أكتوبر هي في سعيها لتجاوز التّنديد والاحتجاج نحو إعداد القدرة
السياسية الفعلية على فرض هذه الأهداف.
حتى يتسنى حشد هذه القدرة السياسية، يجب على العمل النضالي أن يوفر شروط تجذره
الشعبي. وحتى يكون كاسب للمصادقية اللازمة يتوجب عليه أن يعرض بوضوح قواعد عمله
ومبادئه و عناصر الإجماع في صلبه.

-4-

إن المطالب التي تم طرحها خلال إضراب 18 أكتوبر عن الطعام تعدّ ضمن ألحّ الضرورات، و تحقيقها
من أحوج المهام المطلوبة منّا. حتى نكون في مستوى ذات روح المبادرة علينا أن نتقدم بالمزيد من
الخطوات.
لذا، فإننا ننوي وضع ضمن أولوياتنا إطلاق الأنشطة و النقاشات على أوسع نطاق من أجل بلورة
الإطار اسياسي و الفكري و البرنامجي للإلتقاء في سبيل مقاومة الدكتاتورية والدفاع عن حقوق
المجتمع .
الأهداف التالية تمثل جزءاً من المستحقات الدنيا للخروج من النهج الإستبدادي. هي منذ الحين
موضع اتفاق بيننا، نضيفها إلى المطالب الثلاثة الأولى .
- ضمان حق عودة اللاجئين السياسيين والمهجرين
- مكافحة الفساد ومقاضاة الأشخاص والهيئات المتورطة فيه.
- ضمان استقلالية القضاء وحياد الإدارة .
- ضمان احترام حقوق كافة السّجناء و ممارسة مراقبة فعلية على ظروف الإعتقال في السجون
التونسية، إلغاء كل أشكال التعذيب وسوء المعاملة وملاحقة المسؤولين عن الانتهاكات .

-5-

إضافة للأهداف التي تبناها فان وحدة عمل سياسي تحتاج إلى تامين اللحمة والثقة بين مكوناتها.
هذا يقتضي منها الإلتزام الواضح بحد أدنى من المبادئ الأساسية. هذا من باب آخر. لازم لضمان
مصادقية التّقاء يجمع مكوّنات ذات الإّجهاات و البرامج المختلفة بل المتناقضة أحياناً.
المبادئ الثلاثة التالية هي ما يظبط الإطار الأوّلي لنشاطنا :
- مبدأ المساواة. المساواة الفعلية والنامة بين جميع المواطنين دون تمييز على أساس الأصل الاجتماعي
أو الجنسي أو التوجه الثقافي أو الوجودي.
- مبدأ الاستقلال الوطني. سيادة البلاد الوطنية لا تنفصل عن حرية وكرامة مواطنيها. و يمر

11.

هيئة 18 أكتوبر بباريس:

وحدة عمل من أجل الانتقال الديمقراطي في تونس

-1

إننا نفهم الحركة التي انطلقت في 18 أكتوبر 2005 كتواصل لمعارك شعبنا في تونس من أجل العدالة والحرية المتتالية خلال العشريّات الماضية. ونساندها على أنّها مرحلة من مراحل النضالات الديمقراطية والاجتماعية والنقابية والسياسية والجمعية التي خاضتها الحركة العمالية والطلابية والتلمذية والنسائية وحركات المساجين السياسيين وعائلاتهم والمعطلين عن العمل والفنانين والمثقفين والهيئات المهنية (من محامين وقضاة وصحافيين) ونضالات المدافعين عن حقوق الإنسان وحركات الجاليات المهاجرة والمهجرة .

وبهذا المعنى فإن مبادرة 18 أكتوبر والحراك الذي احتضنها وتلاها هي، دون أي إقصاء أو أسبقية، ملك لكل التونسيّات والتونسيين المؤمنين بضرورة القطع مع الوضع الحاليّ باتجاه انتقال ديمقراطي فعلي، و السّاعين لتوفير شروطه.

-2

نرى أهمية مبادرة 18 أكتوبر في اتّفاق ثلّة من مثلي الأحزاب السّياسية والجمعيات من مختلف الاتجاهات وعدد من الأفراد ذوي الحساسيات المتباينة على ضرورة القطع الديمقراطي الفعلي مع الدكتاتورية، وفي إبداء عزمهم، بناءً على تلك الضّرورة، على تجميع قواهم حول مطالب مشتركة في عمل نضاليّ من شأنه أن يؤثّر على ميزان القوى السّياسي لكي يفرض أهدافه.

تكمن أهميّة المبادرة كذلك في مدى المساندة التي حظيت بها و التي بلغت كل الجهات في تونس وفي مواطن الهجرة التونسيّة، إضافة لامتداد صداها لكافة الأوساط السياسية والنقابية والجمعية، بل لتجاوزه تلك الأوساط نافذاً لما هو أوسع من دوائر المناضلين.

وتكمن في كون توجهها التّجميعي الواسع يرافقه همّ الوضوح و الشّفافيّة في تبيان مبادئ وضوابط نشاطها وأسس العلاقات السياسية التي تسعى لإرسائها، ذلك إضافة لمطالبها الثلاث الأولى.

- النضال من أجل انتخابات حرة و نزيهة: نظرا لأهمية الاستحقاقات المقبلة التي تنتظرها بلادنا والمتمثلة في الانتخابات الرئاسية و التشريعية والبلدية .وهي مناسبات هامة لإبراز التباينات السياسية مع السلطة، وتقديم مقترحات مختلف الأطراف بما يقتضي طرح قضية شروط الانتخابات الحرة والنزيهة بما تعنيه من قوانين تضمن الحق في الترشح والانتخاب لجميع المواطنين دون إقصاء ورفض التبريرات المقدمة من قبل السلطة في هذا المجال منذ الاستقلال وخاصة في العشرين سنة الأخيرة.

10.

توسيع الأرضية

بعد سنتين من العمل المشترك و عل إثر تقييمات متتالية أجرتها هيئة 18 أكتوبر وبناءا على مجموعة من التحركات والندوات التي أدارتها الهيئة وتمشيا مع الاستحقاقات السياسية التي تنتظرها تونس رأى الهيئة من الأهمية أن تضيف إلى المبادئ الثلاثة التي قامت عليها - وقد شرحتها في الأرضية التأسيسية (انظر الأرضية المصاحبة) - ثلاث قضايا أخرى هامة لتصبح ست قضايا أساسية على النحو التالي:

- النضال من أجل حرية التنظيم للجميع
- النضال من أجل حرية الإعلام
- النضال من أجل إطلاق سراح المساجين السياسيين و سن العفو التشريعي العام.
- النضال من أجل استقلال القضاء: لم يعد خافيا توظيف الدولة الفج للقضاء ورفضها الاستماع إلى النداءات من أجل استقلاله والتي أصبحت محل إجماع القوى المدنية والسياسية المستقلة. وكان لافتا دعوى مجموعة من القضاة الأحرار

و تحركات الحامين ومعاركهم المتواصل من أجل استقلال القضاء وضمان شروط المحاكمة العادلة في جميع أنواع المحاكمات.

-النضال من أجل مقاومة الفساد والمحسوبية: إن مقاومة ظاهرة المحسوبية والفساد المالي ولأداری واجب وطني نظرا لانعكاساتها الوطنية و الاقتصادية و الاجتماعية وما ينجر عنها من مظالم على حساب الفئة الشعبية .

و إن احتكار الدولة للإعلام بما يعيقه عن كشف الملفات الحساسة التي تتعلق بتسيير شؤون الحكم والمؤسسات العمومية. و كذلك هيمنة السلطة على القضاء وتوظيفها للملفات الحساسة ساهم في تفاقم ظاهرة المحسوبية والفساد المالي .

- التوقف عن استعمال المال العام و الامتيازات الالاقانونية لشراء الذم و استعمال أجهزة الدولة لترهيب الخصوم السياسيين.

- ضمان مراقبة نزاهة لصيرورة كامل العملية الانتخابية من قبل كل من يرغب من الأطراف المحلية و من هيئات دولية مختصة ذات مصداقية.

عن نتائج الفرز و النتائج النهائية.

- نزع جميع الصلاحيات المتعلقة بالانتخابات عن المجلس الدستوري وإسناد صلاحيات النظر في الطعون للمحكمة الإدارية.

- تنقيح الدستور بما يضمن حرية و مصداقية الترشح للانتخابات الرئاسية بعيدا عن الشروط التعجيزية الحالية ، و يغلق الأبواب بصفة فعلية أمام الرئاسة مدى الحياة.

-إلغاء القانون المتعلق بتجريم الدعوة إلى مرشح في القنوات التلفزية الأجنبية.

- فتح وسائل الإعلام السمعية البصرية أمام الجميع على قدم المساواة مع إلغاء كل أشكال الرقابة.

- إلغاء الإيداع القانوني للوثائق و المواد الانتخابية و تكريس حريتها من حيث الشكل و المضمون و التوزيع.

- تقليص عدد مكاتب الاقتراع طبقا للمعايير الدولية (نحو 2000 ناخب مرسوم في كل مكتب) بما يضمن إمكانية رقابة فعلية للانتخابات.

- تولي الهيئة الوطنية للانتخابات الإشراف على الانتخابات و اختيار رؤساء مكاتب الاقتراع بما يضمن الحياد و التمثيلية.

- اعتماد ورقة واحدة للتصويت تتضمن كل المرشحين (صورهم و أسمائهم و ألوان قوائمهم) و يتولى الناخب وضع علامة أمام المرشحين الذين يختارهم .

- تكريس مبدأ سرية الاقتراع بالتأكيد على ضرورة الدخول للخلوة و اعتبار ورقة من لا يدخل الخلوة أو من يختار مرشحه أمام العموم ملغاة حيناً و لا توضع في الصندوق.

- يتم الفرز إثر انتهاء وقت الاقتراع بالمكتب. و يكون علنيا بحضور كل من يرغب من الناخبين و المواطنين و الصحفيين و المراقبين. و يصرح كل مكتب بنتائجه حيناً إثر نهاية عملية الفرز. وتكون محاضر الفرز مضادة من طرف جميع أعضاء المكتب. وتسلم نسخة لجميع ممثلي القوائم بالمكتب للاحتجاج بها عند الحاجة. و يسلم أعضاء المكتب الصندوق مختوما مع محضر جلسة إلى اللجنة الجهوية المشرفة على الانتخابات. وتلتزم الإدارة بضمان مرافقة أعضاء المكتب صحبة الصندوق والحضر إلى مقر اللجنة الجهوية.

- تجريم التزوير بعقوبات جزائية مع الحرمان من الحقوق المدنية و السياسية

الديمقراطي عبر انتخابات حرة و نزيهة و شفافة. و تفترض تلك الشروط ما يلي:

-I- فيما يتعلق بحرية الانتخابات:

يتطلب ذلك تحقيق شروط دنيا تتعلق بالمناخ العام وهي:

- إصدار عفو تشريعي عام و إطلاق سراح المساجين السياسيين و إيقاف المحاكمات السياسية الصريحة و المنعقة منها عبر التوظيف المستمر للقضاء. وهو ما من شأنه أن يعيد إلى كافة ضحايا القمع حقوقهم المدنية و السياسية و يبعد شبح الخوف عن المواطن و يدفعه للمشاركة في الحياة العامة.

- رفع كل الحواجز أمام ممارسة حرية الإعلام و السماح بإنشاء مؤسسات إعلامية جديدة للمعارضة و المستقلين و كل من يرغب في ذلك من المواطنين وفق قوانين واضحة لا لبس فيها. تنزع عن وزير الداخلية (وهو خصم و حكم) سلطة القرار المطلق في الشأن الإعلامي. يضاف إلى ذلك ضرورة إلغاء القانون المتعلق بتجريم الدعوة إلى المرشحين عبر القنوات التلفزية الأجنبية .

- رفع المحاصرة المنهجية الأمنية اللاقانونية عن الأحزاب و الجمعيات و الاعتراف بمن سبق له أن تقدم بطلب من الأحزاب و الجمعيات للحصول على رخصة العمل القانوني.

- ضمان حياد الإدارة.

- تمكين جميع الأحزاب على قدم المساواة من التمويل العمومي بقطع النظر عن صفتها البرلمانية من عدمها.

-II- نظام الاقتراع

إلغاء نظام التصويت الحالي على كافة القائمة المغلقة في التشريعية و إدراج مبدأ النسبية وإلغاء مبدأ المحاصصة العمول به.

-III- فيما يتعلق بنزاهة الانتخابات و شفافيتها

يتطلب ذلك تعديل الإطار القانوني للانتخابات (الدستور و المجلة الانتخابية) بإدخال إصلاحات جوهرية من أهمها:

- إنشاء هيئة وطنية قارة رئيسها مستقل و مثله لجميع الحساسيات تتمتع بالاستقلالية الإدارية و المالية بمقتضى قانون المالية. لها لجان قارة في كل ولاية. و تكون صلاحياتها الإشراف على القوائم الانتخابية. و على العملية الانتخابية من بدايتها إلى نهايتها. و تتولى البت في الترشيحات والإعلان

9.

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات حول الشروط الدنيا لانتخابات حقيقية

تنظم بلادنا كل خمس سنوات انتخابات رئاسية و تشريعية متزامنة تؤسس عليها السلطة مشروعيتهما و تعتبر نفسها حكم باسم الشعب استنادا على النتائج التي تصرح بها اثر عملية انتخابية غير نزيهة و غير شفافة تحصل في ظل مناخ عام يتسم بانغلاق سياسي من ابرز مظاهره :

- احتكار السلطة الحاكمة على مدى نصف قرن لكل مجالات الحياة العامة و رفضها المتعنت لكل إصلاح جدي. رغم ما ترتب عن ذلك من انعكاسات سلبية في المجالات الاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية.

- عزوف المواطن عن الشأن السياسي العام نتيجة ما يشاهده من محاصرة للرأي المخالف. وجرم العمل المعارض وخنقه. ومن تهميش مخطط و إقصاء مستمر للفوى الحية من مواطن القرار.

وفد برز هذا العزوف خاصة من خلال نسبة المشاركة المتدنية في جل الانتخابات السابقة التي اتسمت كلها بغياب الشروط الدنيا للشفافية و النزاهة و الحرية ، ما أدى إلى التلاعب المفضوح بصندوق الاقتراع. على الرغم من النتائج الرسمية المضخمة جدا والمنافية للحقيقة. وهو ما افقد الانتخابات كل مصداقية و حولها إلى مجرد طقوس تقتصر على احترام شكليات التوقيت و التنظيم.

إن ما سبق يؤكد ضرورة الإصلاح العاجل و يدفع إلى اعتبار فرصة الانتخابات الرئاسية والتشريعية المقبلة سنة 2009 محطة مشتركة للجميع للعمل من اجل تحقيق انتخابات حرة و نزيهة و شفافة ، و يتطلب ذلك التقاء كل القوى الوطنية المعنية بالتغيير و بدون أي إقصاء من اجل تحقيق الانتقال الديمقراطي عبر النضال المشترك من اجل تجسيم الفعلي للشروط الدنيا للانتقال

المدنية والسياسية الفاعلة في المجتمع إلى التصدي سويًا للتدهور الخطير الذي تشهده الأوضاع السياسية والاجتماعية ببلادنا. وهي إذ تؤكد أن لا انتخابات حرة وشفافة وذات مصداقية دون مناخ سياسي حر وقانون انتخابي ديمقراطي. فهي تدعو هذه القوى إلى ترك خلافاتها جانبا وتكتيل جهودها من أجل الحد الأدنى الذي فيه مصلحة لها وللشعب وللبلاد وذلك بقطع النظر عن الموقف العملي لكل طرف منها من الانتخابات سواء كان مشاركة أو مقاطعة. وهذا الحد الأدنى يتمثل في النضال من أجل:

- إطلاق سراح كافة المساجين السياسيين وسن قانون العفو التشريعي العام.
- ضمان حرية التعبير والإعلام
- ضمان حرية التنظيم ورفع كافة القيود عن النشاط الحزبي والجمعياتي
- ضمان استقلالية القضاء وحياد الإدارة
- مراجعة الدستور لوضع حدّ للرئاسة مدى الحياة وضمان حرية الترشح
- مراجعة القانون الانتخابي لضمان الشروط الملائمة لانتخابات تشريعية تنبثق عنها مؤسسات مثلة لإرادة الشعب.

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات تمد يدها للحوار مع كل القوى المعنية بتحقيق هذه المطالب وبالتغيير الديمقراطي لوضع حدّ للاستبداد وخلق الظروف الملائمة التي يستعيد فيها الشعب سيادته.

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

يوم دون تسجيل تضييق جديد على حرية التعبير والإعلام والتنظّم والاجتماع والتنقل داخل البلاد وخارجها أو اعتداء على ناشطة أو ناشط في هذا المجال أو ذاك أو اختطاف أو احتجاز دون موجب قانوني أو اعتقال أو محاكمة جائرة أو حملة تشويهية على هذه المناضلة أو ذاك المناضل في صحف تولها السلطة. تنكيل بالآلاف من المساجين السياسيين المسرحين المحرومين من كافة حقوقهم المدنية والسياسية.

ولا يطول هذا القمع الأحزاب والجمعيات والهيئات غير المعترف بها فحسب. بل يطول أيضا الأحزاب والجمعيات والهيئات القانونية ومناضلاتها ومناضليها وصحافتها. ناهيك أن القاعدة التي أصبح معمولاً بها هي المنع والترخيص هو الاستثناء. فالمقرات خاصر والأنشطة تُمنع وحرية التنقل لإلقاء محاضرة أو أداء زيارة تُننّك. وحتّى المقاهي والمطاعم تغلق في وجه الناشطات والنشطاء ويعاقب أصحابها إن خالفوا التعليمات. والصحف حتجز بطرق مقنّعة والصحافيون يعتدى عليهم وتفتك منهم أدوات عملهم والقضايا تفتعل ضدهم وضد مديري الصحف ورؤساء تحريرها. كما تفتعل ضد نشطاء الحركة الطلابية فإن لم تكن المحاكمات الجائرة والسجن من نصيبهم فمجالس التأديب والطرّد من الجامعة.

إن اشتداد الانغلاق السّياسي يتزامن مع حالة من الاحتقان الاجتماعي بسبب تفاقم البطالة والفقر والتهميش وارتفاع غلاء الأسعار وتردي الخدمات الاجتماعية والثقافية في الوقت الذي يزداد فيه الثراء غير المشروع لبعض الفئات المتنفّذة على حساب مصالح البلاد. وقد أدت هذه الحالة. المرشحة للتفاقم بسبب انعكاسات الأزمة الاقتصادية العالمية. إلى انفجار اجتماعي بمنطقة الحوض المنجمي خلال العام المنقضي. كشف فشل الخيارات الاقتصادية لنظام الحكم. وعوض أن يفتح هذا الأخير حواراً مع الأهالي لفهم مشاكلهم وحلّها فإنه واجههم بالقمع والاعتقالات والمحاكمات الجائرة والسجون والحصار بهدف لجم أصواتهم وتخدير غيرهم من أهالي المناطق والأحياء الفقيرة والمحرومة من مغبة التحرك للدفاع عن حقوقهم والتنشويش على «المهرجان الانتخابي» الذي يخطط للقيام به.

إن نظام الحكم يريد مرة أخرى. بعد 53 عاماً من «إعلان الاستقلال» و50 عاماً من «إعلان الدستور» دوس السيادة الشعبية والإمعان في تكريس الرئاسة مدى الحياة والحكم الفردي المطلق بعد أن استصدر مرة أخرى قانوناً استثنائياً يعيّن في الواقع منافسي الرئيس الحالي إذ هو يستثنى أيّ ترشح خارج الشروط الاعباطية التي فرضها. وحافظ على نفس المنظومة الانتخابية التي لم تنتج خلال الخمسة عقود الماضية سوى احتكار الحزب الحاكم للمؤسسات التمثيلية. لذلك فهو يمعن في مارسة القمع السياسي والاجتماعي اليوم حتى تكون الانتخابات القادمة كسابقاتها. صورية. وغير ديمقراطية. وهو ما يفنّد ما يتردد في الخطاب الرسمية. وآخرها خطاب 20 مارس 2009 حول «تعددية» الانتخابات القادمة و«شفافيتها» و«حريتها».

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات. التي اجتمعت مكوناتها حول الدفاع عن الحريات الأساسية وسيادة الشعب واستقلالية القضاء ومقاومة الفساد. تتوجه بهذه المناسبة بنداء إلى كل القوى

8.

مطالب 18 أكتوبر للحقوق والحريات في سنة خمسينية الدستور التونسي

تونس في 27 مارس 2009

تفتقر الذكرى الثالثة والخمسون لـ«إعلان الاستقلال» هذه السنة بالذكرى الخمسين لـ«إعلان الدستور». وهما حدثان انتظر منهما الشعب التونسي الكثير بعد التضحيات الجسيمة التي تكبدتها في النضال من أجل طرد المستعمر واستعادة سيادته ومسك مصيره بيده. ولكن آماله خابت. فقد ظل طوال أكثر من نصف قرن يعاني من الحكم الفردي المطلق الذي اتخذ شكل الرئاسة مدى الحياة وما اقترن به من قمع للحريات الفردية والعامّة وانتهاك لسيادة الشعب وتوظيف للقضاء، في غياب الفصل بين السلطات. لضرب الخصوم السياسيين واستبدال سيادة القانون بسيادة التعليمات. كل ذلك خدمة للحزب الواحد ولمصالح الفئات المستفيدة من نفوذه.

ورغم الوعود التي أغدقها الحكم الحالي في 7 نوفمبر 1987 على الشعب التونسي وعلى نخبه فإن الأوضاع لم تتغير إن لم تزد سوء بحكم اشتداد الاستبداد السياسي وتغول الأجهزة الأمنية واشتداد قبضتها على المجتمع وتفاقم تبعية الجهاز القضائي واتساع دائرة القمع الذي لم تفلت منه أية عائلة فكرية وسياسية وتفشي ظاهرة الفساد الاقتصادي والمالي وتعمق الفوارق الاجتماعية والجهوية وتزايد التبعية للدول والشركات الأجنبية التي كان لها نصيب الأسد في الخصخصة التي طالت معظم القطاعات الاقتصادية.

إن الأوضاع التي تعيشها بلادنا اليوم، أشهرها قبل موعد الانتخابات الرئاسية والتشريعية القادمة فهي ذات دلالة. فعلى عكس ما كان ينتظره الرأي العام من انفراج في الحياة السياسية حتى يكون لتلك الانتخابات حد أدنى من المصادقية فإن تشديد الانغلاق هو سيد الموقف. فلا يكاد يمر

- إنهاء احتكار الدولة للإشهار العمومي عبر الوكالة التونسية للاتصال الخارجي، وإنشاء مجلس مستقل يتكون من جميع الحساسيات يتولى الإشراف على توزيع الإشهار العمومي بصفة عادلة باعتباره جزءا من المال العام لا يجب استعماله للدعاية لسياسة حزب دون غيره .

- فتح التلفزة التونسية باعتبارها مولة من العائلات التونسية- عبر فاتورة الكهرباء- أمام جميع الأحزاب السياسية والهيئات المدنية مهما كان موقفها من الحكومة والكف عن سياسة الانتقاء التي تتبعها السلطة منذ خمسين سنة في اختيار ضيوف التلفزة.

- وضع كراس شروط يستجيب للقانون والدستور فيما يتعلق بإنشاء المؤسسات الإذاعية والتلفزية الخاصة حتى لا يبقى إسنادها حكرا على المقربين من الحكومة مثلما أثبتت تجربة الأربع سنوات الماضية تاريخ بدء إسناد الرخص للإذاعات الخاصة.

- حل وكالة الاتصال الخارجي باعتبارها جهازا دعائيا يصرف الأموال الطائلة من الخزينة العامة للدولة دون رقيب أو حسيب للدعاية لسياسات الحزب الحاكم والتهجم على خصومه.

وإحالة محمد النوري رئيس منظمة حرية وإنصاف و راضية النصاروي رئيسة الجمعية التونسية لمقاومة التعذيب على النيابة العمومية.

- الضغط المستمر على صحيفة الموقف للحد من انتشارها بل خنقها بأساليب إدارية وقضائية ملتوية. وهو ما دفع رئيس تحريرها رشيد خشانة ومدير تحريرها المنجي اللوز إلى شن إضراب عن الطعام منذ 26 أفريل الماضي للمطالبة بوقف كل أشكال الضغط على الصحيفة. وكذلك حرمان صحيفة مواطنون من الإشهار ومن التمويل العمومي في محاولة واضحة للحد من انتشارها.

- الضغط على النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين حتى لا تقوم بدورها الطبيعي كمنقابة تدافع عن الصحفيين وعن حرية الإعلام في البلاد وقد اشتد الضغط عليها بعد أن أصدرت بيانا تدين فيه صحيفة الحدث التي تعتمد انتهاك أعراض النشطاء الحقوقيين والمعارضين بالفعل للسلطة. وسط صمت مطبق من السلطات المعنية التي أبقت تلك الصحيفة خارج دائرة المحاسبة.

- صمت السلطات على انتهاك حقوق الصحفيين داخل العديد من المؤسسات الإعلامية التي يعتمد أصحابها إلى خرق القانون المنظم للمهنة منذ سنوات رغم تعدد مناشدات الصحفيين وشكاواهم إلى الجهات المعنية.

- احتكار السلطات لإسناد الرخص إنشاء المؤسسات الإعلامية مما يجعل المقربين من السلطة المستفيدين من ذلك الإجراء حتى يبقى القطاع الإعلامي في دائرة السيطرة الحكومية. وفي المقابل تواصل رفضها منذ سنوات الاستجابة لمطالب العشرات من الشخصيات والهيئات التي تقدمت بمطالب للبعث بمؤسسات إعلامية جديدة.

- احتكار الحزب الحاكم للتلفزة الوطنية وحرمان المعارضة الفعلية للسلطة من التعبير عن آرائها فيها.

وبناء على ذلك المشهد فان هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات جدد مطلبها بحرية الإعلام باعتباره أحد المطالب الأساسية التي تأسست عليه وباعتباره أيضا المدخل الأساسي لأي إصلاح سياسي مرتقب لأنه لا حديث عن تنوع المشهد السياسي دون مشهد إعلامي متنوع يسمح للجميع بالتعبير مهما كانت آراؤهم ومواقفهم السياسية. ولن يتحقق ذلك إلا بجملة من الإجراءات الضرورية الفورية والتي تبدأ ب:

- وضع حد لاحتكار وزير الداخلية لإسناد رخص المؤسسات الإعلامية .
والسماح بتكوين مؤسسات إعلامية لكل من طلب ذلك.

- الكف عن الضغط والملاحقة الأمنية للمنظمات المدافعة عن حرية الرأي

.7.

إعلان تونس لحرية الإعلام

بيان

تونس في 3 ماي 2008

لا يزال الوضع الإعلامي في تونس يتسم بالانغلاق والتشدد على الرغم مما تردده الحكومة باستمرار من أن الصحافة حرة. والمشهد الإعلامي متنوع مستدلة على ذلك بكثرة عناوين الصحافة المكتوبة والسماح بإنشاء تلفزات وإذاعات خاصة لأول مرة في تونس.

غير أن الواقع الإعلامي على عكس ما تدعيه الحكومة وتكرره خاصة كلما توجهت إليها الهيئات الأمية والمنظمات الوطنية و الدولية المختصة في حرية التعبير والرأي بالنقد لسياستها الإعلامية وطالبتها بالإصلاح العاجل والضروري للقطاع .

إن واقع الإعلام في تونس لا يزال يتسم بأهم الخصائص التالية:

- قانون زجري يهدد كل من يعبر عن رأيه بالسجن والغرامات المالية. ولم تنفع التقيحات المتكررة منذ 1987 في إزالة الطابع الزجري عنه. وهي تنقيحات قدمتها الحكومة على أساس أنها تطوير للقطاع الإعلامي. في حين أنها اكتفت بنقل البنود الزجرية من مجلة الصحافة إلى القانون الجنائي.

- رقابة مستمرة على الصحف من خلال الأعين المزروعة في كافة الصحف ومن خلال الرخص التي تسند للمقررين. وكذلك من خلال انصياع المسؤولين على الصحف الحكومية والخاصة لأوامر الحكومة التي تجسد سياستها الإعلامية.

- هرسلة مستمرة للإعلاميين والنشطاء الحقوقيين وأحسن دليل على ذلك سجن سليم بوخير

التظلم لديها.

3- يجدّدون التزامهم بمواصلة النّضال المشترك من أجل إقرار الإصلاحات العاجلة وإحداث انفراج سياسي حقيقي وذلك ب:

- إطلاق سراح كافّة المساجين السياسيين وسنّ قانون العفو التشريعي العام.
- وضع حدّ للمحاصرة المسلّطة على الأحزاب والتنظيمات المستقلّة والتّرخيص وإقرار حق التنظيم لكل الراغبين في العمل المدني القانوني.
- رفع القيود والوصاية على الإعلام قانونا وممارسة.
- 4- يعتبرون أن لا مصادقية لانتخابات 2009 دون تحقيق المطالب المذكورة ودون وضع حد للرئاسة مدى الحياة وإلغاء كل الشروط الاقصائية أمام حق التّرشح لهذا المنصب وكل المناصب النيابية، وإقرار نظام انتخابي يضمن التعدد في المجالس التمثيلية، ويجرم التزييف ويعاقب مرتكبيه ، ويوكل الإشراف على العملية الانتخابية إلى لجنة وطنية مستقلة تتمتع بالنفوذ والصلاحيات اللازمة.

إنّ كواد الحركة السياسية والمدنية التونسية من مختلف جهات البلاد ومن مختلف التيارات والاتّجاهات، المجتمعين في هذه النّدوة الوطنية إذ يؤكّدون أنّ مصلحة البلاد تقتضي النّضال من أجل هذه الإصلاحات العاجلة، يعاهدون الشعب بالعمل والكفاح المشترك لفتح آفاق جديدة لتونس على درب إرساء أسس الجمهورية الديمقراطية.

السياسية والعامّة، رغم كلّ الأصوات التي ارتفعت للاحتجاج والمطالبة بالتعددية والديمقراطية.

وعلى مدى نصف قرن وبناء على هذه الاختيارات والقوانين المنافية لقيم الجمهورية أحيل عشرات الآلاف من التونسيات والتونسيين على محاكم الحقّ العام أو المحاكم الاستثنائية، التي أصدرت في حقّهم أحكاماً جائرة وألقت بهم في السجن لعقود بعد أن أخضع الكثير منهم إلى التعذيب الوحشي، ليكون مصيرهم إثر الخروج من السّجن الإقصاء والتهميش والملاحقة والحرمان من حقوقهم المدنيّة والسياسية.

ولم يغيّر التحوّل الذي طرأ على رأس السلطة السياسية في 7 نوفمبر 1987 أيّا من الأسس الدستورية والقانونية و الممارسات السياسية للنظام، بل زادها شدة وانغلاقاً فعادت الرئاسة مدى الحياة رغم الوعد بإلغائها واتّسعت دائرة الملاحقات والمحاكمات واشتدّ التضييق على الأحزاب والتنظيمات المستقلة، وتصحّرت الحياة الثقافية واستشرى الفساد وباتت تونس استثناء في محيطها القريب والبعيد بعد أن كانت في تاريخها مثالا للحياة ومصدرا للإشعاع.

وطوال هذه العقود استمر نضال المعارضة التونسية بمختلف توجهاتها الفكرية والسياسية من أجل تحقيق الحرية والديمقراطية، لكنها اصطدمت بضراوة النهج الأمني والفردى للحكم، وقد زاد تنشّتها قصورا عن تحقيق أهدافها.

إنّ كوادر الحركة السياسية والمدنية من كافّة الاتجاهات المتجمعين اليوم 07 جويلية 2007 بتونس العاصمة في ندوة وطنية بمناسبة الذكرى الخمسين لإعلان الجمهورية:

1- وعيا منهم بضرورة تجاوز التشنّت وتكتيل الجهد من أجل تحقيق التغيير الديمقراطي، يؤكّدون تمسكهم بالنظام الجمهوري بإعادة الاعتبار لمنطلقاته ورهاناته، ورفضهم القاطع لمنظومة الاستبداد المفروضة على الشعب التونسي في أسسها الدستورية والتشريعية وممارستها السياسية، ويجددون تصميمهم على العمل المشترك من أجل الانتقال بتونس إلى نظام جمهوري ديمقراطي يكفل الحرية وسيادة القانون والفصل والتوازن بين السلطات، والتداول الديمقراطي على الحكم.

2- يعاهدون الشعب التونسي على العمل معا لإعادة الاعتبار للدستور بإقرار إصلاحات دستورية شاملة تحقّق الأسس والمبادئ التالية:

- تحديد ولاية رئيس الجمهورية بدورتين فقط والحدّ من سلطاته بما يحمّق توازن الصلاحيات بينه وبين الحكومة، وإقرار مبدأ مساءلته أمام هيئة يضبطها القانون.
- إعادة الاعتبار للدور التشريعي لمجلس النواب بما يكفل التوازن بين السلطات، وإقرار مسؤولية الحكومة أمام ذلك المجلس.
- استقلال السلطة القضائية استقلالا تاما عن السلطة التنفيذية تحت إشراف مجلس أعلى للقضاء منتخب.
- إرساء محكمة دستورية تراقب ملاءمة القوانين لأحكام الدستور ويحقّ للمواطنين

6.

من أجل نظام جمهوري ديمقراطي إعلان ندوة تونس

تونس في 7 جويلية 2007

تمر اليوم خمسون سنة كاملة على إعلان الجمهورية التونسية الذي جاء نظريا ليعيد السيادة للشعب ويجسم الحرية. إلا أن النظام الذي قام منذ إعلان الاستقلال وكرّسه دستور 1959 حرم الشعب التونسي من مقومات النظام الجمهوري المتمثلة في التداول خصوصا في التداول الديمقراطي على الحكم والفصل بين السلطات وصون الحريات واحترام إرادة الشعب.

ومع أول اختبار لمدى التزام النظام بالضوابط الدستورية المحددة لعدد الولايات الرئاسية. تمّ نسف تلك الضوابط بتحويل الدستور مرّة أولى سنة 1974 وثانية سنة 2002 لإلغاء تحديد عدد الولايات رغم كلّ العهود المقطوعة. وبذلك وضعت تونس في العهدين تحت نظام الرئاسة مدى الحياة وعُلّق مبدأ التداول على الحكم مع ما ينجر عن ذلك من جميد للنظام السياسي ومن مخاطر على البلاد.

لقد فرض دستور 1959 على الشعب التونسي منذ البداية نظاما رئاسويا أدى إلى تضخم سلطات رئيس الدولة وتقلص دور وصلاحيات السلطتين التشريعية والقضائية. وإخضاعهما إلى سيطرة السلطة التنفيذية. فالرئيس لا يتمتع بجميع السلطات الخوّلة لرئيس السلطة التنفيذية فحسب بل يجمع إليها الحق في حلّ البرلمان وعرض القوانين عليه ورئاسة المجلس الأعلى للقضاء وتعيين سامي الموظفين في الدولة. وهو إلى ذلك غير مسؤول عن أفعاله أمام أيّ من الهيئات الدستورية مما جسم على مستوى الممارسة الحكم الفردي المطلق. كما خلا النظام الدستوري التونسي من كلّ هيئة يتظلم إليها المواطن بسبب عدم دستورية القوانين التي يستنها المجلس التشريعي.

وفي هذا السياق سن النظام قوانين واتبع اختيارات حرمت المواطنين من حريات التعبير والصحافة والإعلام. ومن حق التجمّع وتأسيس الأحزاب والجمعيات وأخضعت سائر هذه الحريات لوصاية وزير الداخلية. كما أخضع له العملية الانتخابية في كل مراحلها فعم التزييف وتكرس احتكار الحياة

توحيد جهودها على أرضية تفتح أفقا ديمقراطيا حقيقيا. ارتأت الأطراف السياسيّة والمدنية المشاركة في هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات، من أحزاب وهيئات مدنية وشخصيات مستقلة، أن تبث منتدى يكون إطارا للحوار بينها ومع كافة القوى المعنية بقضايا التغيير وذلك وفقا للأهداف والمبادئ التالية :

1 - تنظيم حوار علني وشفاف في الداخل وفي المهجر حول القضايا التي شغلت صفوف الحركة السياسية والمدنية، والمتصلة بضمّان الحريات وحقوق الإنسان وفي مقدمتها حرية الاعتقاد والضمير وحرية التعبير والمساواة بين الجنسين والسلامة البدنية، وتلك المتصلة بهوية الشعب التونسي وعلاقة الدين بالدولة وبالسياسة عامة، وكذلك تلك المتصلة بالتفريق بين السلطات والتداول الديمقراطي على الحكم عبر الانتخاب العام الحر والمباشر والسري، ومسألة الربط بين الديمقراطية والتنمية.

2 - البحث من خلال هذا الحوار عن نقاط التقاطع والالتقاء بين مكونات المعارضة التونسية التي تستجيب للحد الأدنى من متطلبات الانتقال إلى الديمقراطية، وتفتح طريقا لاستقرارها وتطورها في بلادنا، والتحضير من خلال هذا الحوار لصياغة عهد ديمقراطي يتضمن مبادئ وأسس النظام الجمهوري التي يتقيد بها جميع الفرقاء، وتشكل مدوّة سلوك للمواطنة في ظل نظام يقوم على الحرية والمساواة والتعددية والتداول الديمقراطي على الحكم.

3 - السعي من خلال هذا الحوار وعلى أساس هذا العهد إلى الارتقاء بالعلاقة بين قوى المعارضة إلى مستوى من الوحدة يستجيب لمتطلبات عملية التغيير في بلادنا.

4 - السعي إلى تشريك كل القوى السياسية وهيئات المجتمع المدني في هذا الحوار، تحقيقا للوفاق المنشود، الذي يجب أن يشمل كافة قوى التغيير في البلاد.

5 - الاستعانة بأهل الخبرة والرأي والاستفادة من كل الفضاءات المتاحة ومن مختلف وسائل الاتصال بما يحقق أقصى درجات المنفعة، ويسهم في تعميق هذا الحوار والتقدم به نحو أهدافه المرسومة.

6 - السير بهذا الحوار على نسق يجعله يحقق أهدافه السياسية ويراعي التحديات التي تواجه حركة المعارضة، ويجعلها قادرة على رفعها ويفتح طريقا للديمقراطية في بلادنا.

7 - تشرف على المنتدى لجنة من بين مكونات هيئة 18 أكتوبر مع فتحها على كافة الحساسيات والأطراف الجمعياتية والسياسية، والكفاءات الوطنية ذات الإشعاع والمصداقية من عبّرت عن استعدادها للمشاركة في أعماله على أساس هذه الأرضية.

5.

منتدى 18 أكتوبر

أرضية

الأربعاء، 25 جانفي 2006

توفقت الحركة السياسية التونسية بمناسبة إضراب 18 أكتوبر الماضي إلى صيغة للعمل المشترك قطعت مع ما ساد من تشتت بينها لمدة زادت على عقد من الزمن. فقد أدركت القوى السياسية والمدنية المشاركة في ذلك الإضراب، أن توحيد جهودها يعطيها فرصة لعزل الاستبداد وتعبئة الرأي العام في سبيل تحقيق الحد الأدنى من الحريات الأساسية. ولا يطرح تحقيق هذا الحد الأدنى مبدئيا أي إشكال بالنسبة لمكونات المعارضة التونسية التي تقر بحق كل المواطنين في التمتع بحرية التنظيم والتعبير. وبوجوب إخلاء المعتقلات من المساجين السياسيين ومساجين الرأي وسن العفو العام، والتي تقبل بالمنافسة السلمية بين الفرقاء السياسيين على قاعدة هذه الحريات. غير أن مكونات المعارضة تدرك أيضا أن هذا الحد من الحريات الأساسية لا يمثل على أهميته، سوى مدخل لما تقتضيه المرحلة التاريخية الراهنة من تغيير يقطع مع الاستبداد ويؤسس لحياة سياسية حرة. ولا يمكن لقوى المعارضة أن تحقق هذا التغيير مجتمعة إلا إذا اتفقت على أسس النظام الديمقراطي البديل. ولا يمكن أن يتسنى لها ذلك دون تصفية ما تراكم بهذا الصدد من خلافات في الفترة الماضية، ولا يوجد من سبيل لتجاوز هذا الإرث من الخلافات سوى الحوار المباشر المنظم والعلني والشفاف الذي تعطلت آلياته بسبب القبضة الأمنية التي خنقت أنفاس المجتمع منذ مطلع التسعينات من القرن الماضي.

ووعيا منها بمقتضيات الانتقال إلى الديمقراطية وفي مقدمتها ضرورة التوصل إلي وفاق وطني حول أركان النظام الديمقراطي المنشود، يشكل عهدا تلتزم به المعارضة أمام الشعب ويؤمن لكل مواطن حقوقه وحرياته الأساسية التي لا تقبل التصرف أو التراجع أو النقص مهما كان الطرف الذي يتولى مسؤولية الحكم لمدة معلومة وعلى أساس الاختيار الشعبي الحر.

وسعيا إلى توفير شروط الارتقاء بعلاقة المعارضة الوطنية إلى مستوى ما تتطلبه المرحلة من

IV

إن المعركة من أجل الحريات والديمقراطية لا تتخذ بعدها الحاسم إلا إذا تحولت إلى معركة للشعب التونسي بأسره. وهي بالأساس معركة ضد كل وصاية. سواء كان مصدرها الاستبداد المحلي أو التدخل الخارجي. يخوضها الشعب بذاته ولذاته لأن حرية المواطن من حرية الوطن وحرية الوطن في حرية مواطنيه.

وكما كان للشعب التونسي منذ الكفاح الوطني أنصار وأصدقاء في كافة أنحاء العالم يدعمونه. فله اليوم في القوى الديمقراطية والتقدمية عبر أرجاء العالم سند قوي في نضاله ضد الاستبداد ومن أجل الحرية والديمقراطية. وهي حليفه في الضغط على حكومات البلدان التي تدعم الاستبداد في بلادنا حتى تحترم إرادة الشعب التونسي وتوجهه إلى الحرية ...

V

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات. وهي تكرس وحدة العمل حول الحد الأدنى من الحريات وتفتح حواراً حول مقتضيات الوفاق الديمقراطي تبقى مفتوحة على كافة القوى المعنية بمعركة الحريات والتغيير وتؤكد احترامها لاستقلالية كل الأطراف المتشاركة وقبولها للاختلاف ولا تلزم هذه الأطراف إلا بالاتفاقات والمواثيق المشتركة.



لقد شهدت أوضاع البلاد في الآونة الأخيرة تدهورا خطيرا للحقوق والحريات تجسد في الاعتداء على المحامين وعلى هياكلهم الممثلة والسطو على جمعية القضاة ومنع انعقاد مؤتمري الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان ونقابة الصحفيين التونسيين وشل نشاطهما ومعاوقة الجامعيين اثر إضرابهم الإداري وتشديد الحصار على أنشطة الأحزاب والتيارات السياسية المستقلة القانونية وغير القانونية وقمع التحركات المناهضة لدعوة شارون لزيارة تونس وتصعيد الاعتداءات الجسدية على رموز المجتمع المدني والسياسي.

في هذا الظرف العصيب مثلّ حرك «18 أكتوبر» من أجل الحقوق والحريات محطة متميزة في سياق التّضالات التي خاضتها القوى الديمقراطية خلال السنوات الأخيرة. بما كرسه من روح ميدانية مكنت المعارضة من استعادة المبادرة السياسية، ومن روح وحدوية شملت جل أطرافها التي جمعت حول مطالب حرية التعبير والصحافة وحرية التنظيم الحزبي والجمعياتي وإطلاق سراح المساجين السياسيين وسن العفو التشريعي العام، وهي مطالب تمثل الحد الأدنى المتفق عليه والمعبر الضروري لوضع أسس الانتقال الديمقراطي المنشود الذي يهدف إلى القضاء على الاستبداد وبناء مؤسسات الدولة على قاعدة الشرعية الديمقراطية القائمة على احترام مبادئ المواطنة وسيادة الشعب المتحرر من كل وصاية والتداول الديمقراطي على الحكم والتعددية الفكرية والسياسية وصيانة حقوق الإنسان. كما يهدف إلى بناء مجتمع مدني قوي قادر على التصدي لكل محاولات النيل من أسس النظام الديمقراطي والتراجع عنها.



إن وحدة العمل حول الحد الأدنى المذكور من الحريات الذي قام عليه حرك «18 أكتوبر» يملئها ما أدى إليه احتكار السلطة السياسية من قمع منهجي للحريات العامة والفردية. ويضع المعارضة التونسية أمام حالة حادة من الانغلاق السياسي تفرض عليها بشكل مباشر وملح مهمة تحرير الحياة السياسية وفك القيود المضروبة عليها باتباع نهج المقاومة المدنية والسياسية وهي مهمة لا تعني الأحزاب والتيارات السياسية فحسب وإنما كل مكونات المجتمع المدني.

ولا تمثل وحدة العمل هذه مدخلا سياسيا ضروريا لفك الخناق المضروب على المجتمع فحسب بل هي أيضا كفيلة بتوفير مناخ ملائم لإجراء حوار وطني، علني وشفاف يفضي إلى بلورة عهد ديمقراطي يكفل لكل المواطنين والمواطنات المساواة والحريات والحقوق الأساسية غير القابلة للتصرف أو الاستنقاص وبشكل قاعدة للمشاركة السياسية والتداول على الحكم على أساس تناظر وتنافس البرامج والرؤى وهو عهد من شأنه أن يرتقي بمستوى وحدة العمل إلى إرساء أسس التغيير الديمقراطي. وقد عهدت «هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات» بإجّاز هذه المهمة إلى «منتدى 18 أكتوبر».

4.

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

بيان تأسيسي

الأربعاء، 25 جانفي 2006



إن خمسين عاما من حكم النظام القائم قد أكدت عجزه عن تحقيق تنمية شاملة ومندمجة تستجيب لمقتضيات النهوض بالبلاد وتضمن مقوّمات العيش الكريم للشعب. فتفاقت التبعيّة وهدرت الثروات العمومية وتفشّى الفساد والإثراء غير المشروع وتعمقت الاختلالات الاجتماعية بين الفئات والجهات، وانتشرت البطالة بما في ذلك في أوساط أصحاب الشهادات العليا وتدهور مستوى العيش.

كما أكدت فشل الحزب الحاكم في تحديث النظام السياسي وتنكره لتضحيات الشعب التونسي وطموحات الحركة الوطنية. هذا الحزب الذي أرسى، رغم كل الطلاء العصري، نظاما استبداديا قائما على الحكم الفردي المطلق. وإلغاء دور المؤسسات وطغيان جهاز الأمن والمخابرات على الحياة العامة وفق أسلوب استثنائي قائم على «التعليقات» عوضا عن القانون رغم علاته. وقد أقامت السلطة المنبثقة عن هذا النظام علاقتها بالاجتماع على أساس الإخضاع وفرض الوصاية على كل تعبيراته المدنية والسياسية وألغت جميع الحريات وجرّمت ممارستها. وأحالت الآلاف من المواطنين والمواطنات من مختلف التيارات السياسية والفكرية ومن النقابيين والحقوقيين على المحاكم وزجت بهم في السجون. كما زيفت على مدى نصف قرن الإرادة الشعبية ومنعت حصول أي تداول على السلطة وجعلت من الرئاسة مدى الحياة قاعدة للحكم. وبقدر تفاقم أزمة شرعية نظام الحكم نتيجة ذلك، ازداد ارتهانه بالخارج والاستقواء به على الشعب وقواه الديمقراطية المطالبة بالتغيير.

وتتكون هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات من ممثلين عن الأحزاب والتيارات السياسية ومن فعاليات المجتمع المدني على أساس من التوازن والتعدد. وتعمل بتنسيق مباشر مع الهيئات الجهوية والمحلية. كما تعمل على التشاور والتنسيق مع كل الهيئات السياسية والمدنية المعنية بأهدافها وأنشطتها.الممضون:

أحمد نجيب الشابي - منجي اللوز (الحزب الديمقراطي التقدمي)
حمة الهمامي (حزب العمال الشيوعي التونسي)
عبد الرؤوف العيادي - فتحي الجربي (حزب المؤتمر من أجل الجمهورية)
مصطفى بن جعفر - خليل الزاوية (التكتل الديمقراطي من أجل العمل والحريات)
البشير الصيد (الوجديون الناصريون)
أحمد الخصوصي (حركة الديمقراطيين الاشتراكيين - الهياكل الشرعية)
زياد الدولتلي (إسلامي)
سمير ديلوا (إسلامي)
لطفي حجي - صحافي
محمد النوري - (الجمعية الدولية لمساندة المساجين السياسيين)
مختار اليحياوي - (مركز تونس لاستقلالية القضاء والمحاماة)
راضية النصراوي - (الجمعية التونسية لمقاومة التعذيب)
جلول عزونة - (رابطة الكتاب الأحرار)
فتحي الشامخ - (راد / أتاك تونس)
عبد القادر بن خميس - (المجلس الوطني للحريات)
علي بن سالم - (وداية قدماء المقاومين)
خميس الشماري - (مستقل)
العياشي الهمامي (مستقل)
أنور القوصري (مستقل)
حبيب مرسيط (مستقل)
مالك كفيف - (مستقل)

الختامي للهيئة الوطنية لمساندة الإضراب من أجل الحقوق والحريات المقدم بالجلسة الصباحية يوم 4 ديسمبر 2005، وبعد التشاور مع ممثلي الجهات المجتمعين بتونس مساء يوم 4 ديسمبر الجاري. قرر المضمون أسفل هذا البيان من ممثلي الأحزاب والتيارات السياسية وفعاليات المجتمع المدني والمستقلين. تأسيس «هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات» وهي هيئة وطنية تسعى إلى:

أولاً: مواصلة العمل الموحد بنفس الروح التي طبعت حرك 18 أكتوبر والمتسمة بالجسارة والميدانية وذلك من أجل تحقيق:

أ- حرية التعبير والصحافة وذلك برفع الرقابة المضروبة على المطبوعات وعلى الانترنت وإلغاء كل القيود والإجراءات الزجرية الواردة في مجلة الصحافة والمجلة الجنائية التونسية ورفع الضغوط المسلطة على الإعلاميين وإطلاق حرية إصدار الصحف وبعث المحطات الإذاعية والتلفزية دون تمييز وإخضاع قطاع الإعلام السمعي والبصري لرقابة هيئة تعددية تضمن موضوعية الإعلام وانفتاحه على كل التيارات الفكرية والسياسية في البلاد.

ب - حرية التنظيم الحزبي والجمعياتي وذلك بالاعتراف بكافة الأحزاب والجمعيات الرابغة في التواجد القانوني ورفع جميع القيود المضروبة على نشاط الهيئات السياسية والمدنية والنقابية واحترام استقلاليتها وحرية نشاطها.

ج - إطلاق سراح المساجين السياسيين ووضع حد لكل المحاكمات السياسية بما فيها تلك التي تجري تحت عنوان «مقاومة الإرهاب» وإصدار قانون العفو التشريعي العام يشمل كل من طالته خلال العقود الخمسة الأخيرة. محاكمة أو إجراء تعسفي بسبب آرائه أو أنشطته السياسية ويعوض له تعويضاً عادلاً عما لحقه من ضرر مادي ومعنوي.

ثانياً: إنشاء «منتدى 18 أكتوبر» كفضاء للحوار بين مختلف الحساسيات الفكرية والسياسية التونسية حول القضايا الأساسية التي يقتضيها الانتقال إلى الديمقراطية في بلادنا. بهدف صياغة عهد ديمقراطي يكفل لكل التونسيين حقوقهم وحرّياتهم الأساسية ويحفظ لهم كرامتهم الوطنية. ويحدد الضوابط التي تلزم بها الدولة لتأمين هذه الحقوق والحريات في كل الظروف ومهما كان الطرف الذي يتولى مسؤولية الحكم لمدة زمنية معلومة بتفويض من الشعب. وستتولى الهيئة لاحقاً إصدار وثيقة تأسيسية لهذا المنتدى تحدد محاور الحوار وآلياته وورنامته. وفي مقدمة تلك المحاور قضايا حرية الضمير والمساواة بين الجنسين والحرمة الجسدية والمسائل المتعلقة بهوية البلاد.

ثالثاً: مواصلة الحوار مع مختلف الحساسيات الفكرية والسياسية والهيئات المدنية المعنية بالنضال من أجل الحرية ومن أجل إقامة دولة ديمقراطية ومجتمع مدني قوي وفاعل قصد توسيع تركيبة الهيئة وتأمين مشاركة هذه الأطراف في أعمالها على قدم المساواة وعلى نفس الأسس والأهداف التي قامت عليها.

3.

بيان صحفي

الإعلان هن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

تونس في 5 ديسمبر 2005

مَثَّل إضراب 18 أكتوبر محطة مميزة في مسيرة النضال من أجل الحريات الأساسية في بلادنا. فقد جمع مختلف الحساسيات الحزبية وعددا من فعاليات المجتمع المدني حول مطالب أساسية ثلاثة هي: حرية التعبير والصحافة، وحرية التنظيم، وإطلاق سراح المساجين السياسيين وفسن العفو التشريعي العام. كما شكل تحديا في وجه التري الحظير الذي عرفته الحالة الاجتماعية والسياسية العامة بالبلاد وخصوصا حالة الحريات قبيل انعقاد مؤتمر قمة المعلومات في بلادنا الشهر المنقضي.

وبفضل ما تميز به هذا التحرك من جرأة ووحدة فقد تمكن من إحداث حالة نهوض عمت مختلف الأوساط من مناضلين سياسيين وحقوقيين ونقابيين ومثليين عن الهيئات المهنية وعاملين في الحقلين الفكري والفني وفي أوساط الشباب والمهاجرين التونسيين. وجاوزت حالة النهوض هذه مستوى التعبير عن التعاطف مع المضربين لتتخذ شكل المشاركة الفعلية بأشكال وصيغ مختلفة في النضال من أجل المطالب الثلاثة. كما أحاطت بهذا التحرك حملة تضامن عالمية وحظي بتغطية إعلامية هامة كشفت للعالم بأسره المعاناة التي يعيشها التونسيون بسبب مصادرة حقوقهم وحرياتهم الأساسية.

لقد ساهمت كل هذه العناصر في إغجاح التحرك وجعلت حالة النهوض التي أحدثتها تفتح آفاقا جادة لمواصلة العمل الميداني الموحد من أجل الحريات ودفع الحوار بين مختلف مكونات الحركة السياسية والمجتمع المدني التونسي سعيا إلى بلورة تصور مشترك للحد الأدنى الديمقراطي الذي يؤمن للتونسيين نظاما سياسيا مؤسسا على مبدأ المواطنة، يكفل لهم حقوقهم وحرياتهم غير القابلة للتصرف ويحفظ لهم كرامتهم الوطنية.

وتفاعلا مع نداء المضربين يوم حل إضرابهم في 18 نوفمبر 2005، وتماشيا مع استخلاصات التقييم

وبناء على الدعوات التي تقدمت بها شخصيات وطنية من اسندوا الإضراب ودافعوا عن مطالب المضربين وعلى الدعوات الدولية الصادرة بالخصوص عن الوفد الذي زارنا يوم الخميس 17 نوفمبر الجاري وعلى رأسه السيدة شيرين عبادي المناضلة الحقوقية الحائزة على جائزة نوبل للسلام والسيد سيدي كيكابا رئيس الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان والذين ناشدونا جميعا إيقاف الإضراب عن الطعام باعتباره حقق أهدافه بحشد المساندة الداخلية ولفت الأنظار إلى مأزق الحريات في تونس.

وبناء على نقاشات داخلية معمقة أجراها المضربون فيما بينهم ومع اللجنة الوطنية للمساندة فان المضربين قرروا إيقاف الإضراب عن الطعام وإعلان تكوين الهيئة الوطنية للمتابعة تتكون من المضربين ومن ستوافق عليهم اللجنة الوطنية للمساندة بالتشاور مع المضربين. وستعمل هذه الهيئة على :

الحفاظ على وحدة العمل لتحقيق المطالب الثلاثة التي تجمع حولها المضربون وكافة القوى التي عبرت عن مساندتها لهم

فتح حوار وطني حول القضايا الأساسية التي تقتضيها بلورة مشروع بديل ديمقراطي يكفل لجميع التونسيين التعايش فيما بينهم امنين على حقوقهم وحرياتهم الأساسية. وفي الختام لا يفوتنا أن نشكر كل من أزرنا وساند مطالبنا من أحزاب وتيارات سياسية وجمعيات ونقابات ومنظمات . وشخصيات وطنية في الداخل والخارج إلى جانب العدد الكبير من المناضلين والمناضلات الذي تطوعوا ورابطوا في مقر الإضراب لضمان حمايتنا والسهر على راحتنا.

أحمد نجيب الشابي الأمين العام للحزب الديمقراطي التقدمي
حمة الهمامي الناطق الرسمي باسم حزب العمال الشيوعي التونسي
عبد الرؤوف العبادي نائب رئيس حزب المؤتمر من أجل الجمهورية
العياشي الهمامي رئيس لجنة الدفاع عن الأستاذ محمد عبو
لطفي حجي رئيس نقابة الصحفيين التونسيين
محمد النوري رئيس الجمعية الدولية لمساندة المساجين السياسيين
المختار اليحياوي رئيس مركز استقلال القضاء
سمير ديلو ناشط حقوقي وسجين سياسي سابق

2.

البيان الختامي للإضراب عن الطعام

« الجوع ولا الخضوع »

تونس - الجمعة 18 نوفمبر 2005

بلغ الإضراب عن الطعام الذي بدأناه يوم 18 أكتوبر 2005 الماضي يومه الثاني والثلاثين. وبإمكاننا القول أن الإضراب قد حقق الهدف المرسوم له بنسبة فاقت التوقعات.

لقد خلق الإضراب حركية سياسية جديدة وعبأ طاقات عديدة من مختلف النزعات الفكرية والسياسية ومن مختلف القطاعات وميادين النشاط حول حد أدنى من الحريات وقلص بالخصوص من الهوية التي كانت تفصل الحركة النقابية عن المجتمع المدني بأحزابه وتنظيماته وحرك القطاعات الشبابية في الجامعة التي استعادت حيويتها وأتاح الفرصة للجهات لتبادر بتنظيم حركات مستقلة في إطار المطالب العامة للمضربين ووثق علاقة المهجر بقضايا الوطن واكسب المعارضة الديمقراطية مزيداً من المصداقية وأعاد إليها المبادرة وفتح أمامها آفاقاً جديدة. وبالمقابل عمق هذا الإضراب وما أثاره من تعبئة سياسية وميدانية عزلة نظام الحكم على الصعيدين الداخلي والخارجي. وانكشف أكثر من أي وقت مضى طابعه الاستبدادي واتضحت بشكل غير مسبوق حاجة تونس إلى تغيير ديمقراطي يلحقها بركب الدول المتقدمة التي تكفل فيها الحريات والعامة وتحترم حقوق الإنسان وتضمن استقلالية القضاء وممارسة الشعب لسيادته.

لقد حققت هذه النتائج الإيجابية بفضل الروح التي قادت حرك المضربين عن الطعام منذ الانطلاق فقد جمع هذا الإضراب ولأول مرة في حرك مشترك ممثلي أحزاب وجمعيات من نزعات فكرية وسياسية مختلفة حول حد أدنى من المطالب التي تستجيب لحاجة وطنية ملحة وهو ما أسهم في توسيع دائرة التعبئة وأعطى حركة المساندة حجماً غير مسبوق.

وبما أن الإضراب حقق هدفه الأساسي المتمثل في التعبئة ووحدة العمل حول المطالب الثلاثة التي انطلق على أساسها:

حرية التنظيم الحزبي والجمعياتي - حرية التعبير والصحافة - إطلاق سراح المساجين السياسيين

1 (حرية العمل الحزبي والجمعيات

وذلك بالاعتراف بكل الجمعيات والأحزاب التي تسعى إلى التواجد القانوني ورفع كل القيود المفروضة على الجمعيات والأحزاب القانونية وفي مقدمتها جمعية القضاة التونسيين ونقابة الصحفيين التونسيين والرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان.

2 (حرية الإعلام والصحافة

وذلك برفع الرقابة عن الصحافة المكتوبة والمطبوعات وعن شبكة الانترنت وبوضع حد للضغوط المسلطة على الصحفيين وفتح الإعلام السمعي البصري لمختلف مكونات المجتمع وإخضاعه لرقابة هيئة مستقلة وتعددية وكذلك بتمكين كل الصحف التي تقدمت بمطلب وفق القانون من الوصل القانوني الذي يسمح لها بالصدور في انتظار إلغاء هذا الإجراء الجائر.

3 (إنهاء معاناة المساجين السياسيين.

وذلك بالإفراج الفوري عن كل المساجين السياسيين من إسلاميين ومبشرين على شبكة الانترنت وعشرات الشباب الذي يحاكمون ظلما بتهمة الإرهاب. والإفراج عن الحامي محمد عبو. كل ذلك في انتظار سن قانون العفو التشريعي العام.

إن المضربين عن الطعام ليهيئون بكل القوى الديمقراطية من جمعيات ونقابات وأحزاب وشخصيات مستقلة أن تلتف حول هذا الإضراب وأن تنظم كل أشكال المساندة المتاحة حتى تتحقق هذه المطالب الأساسية كمدخل ضروري للإصلاح والتغيير الديمقراطي في بلادنا.

تونس في 18 أكتوبر 2005

الأسماء حسب الأحرف الأبجدية

أحمد نجيب الشابي : الأمين العام للحزب الديمقراطي التقدمي.
حمة الهمامي : الناطق الرسمي باسم حزب العمل الشيوعي التونسي.
عبد الرؤوف العيادي : نائب رئيس حزب المؤتمر من أجل الجمهورية.
العياشي الهمامي : رئيس لجنة الدفاع عن الأستاذ محمد عبو والكاتب العام لفرع تونس للرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان.
لطفي حجي : رئيس نقابة الصحفيين التونسيين.
محمد النوري : رئيس الجمعية الدولية لمساندة المساجين السياسيين.
مختار البحياوي : قاض ورئيس مركز تونس لاستقلال القضاء.

1.

بيان إعلان الإضراب عن الطعام نداء للرأي العام

تونس في 18 أكتوبر 2005

تعيش تونس منذ سنوات أوضاعا سياسية واجتماعية وثقافية متأزمة. وفي الآونة الأخيرة بلغ تدهور وضع الحريات حدا لم يعد يُحتمل. ففي غضون الأسابيع القليلة الماضية عمدت السلطة إلى مصادرة مقر جمعية القضاة التونسيين، وإلى تنصيب هيئة صورية على رأسها. وصعدت من إجراءات محاصرة المحاكم ومنع العموم والمراقبين من حضورها. وتهميش دور المحامين.

كما عمدت في نفس الفترة إلى استصدار قرار قضائي لمنع انعقاد المؤتمر الوطني السادس للرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان وإلى منع فروعها من عقد اجتماعات بمقراتها في مختلف المدن. والاعتداء على عدد من رموزها. وإلى ذلك منعت انعقاد مؤتمر نقابة الصحفيين التونسيين وأمعنت في محاصرة حرية الصحافة والإعلام وفي الضغط على الصحفيين. وفي نفس الوقت تواصل اعتقال المئات من المساجين السياسيين لمدة تقارب الـ 15 سنة بالنسبة إلى أغلبهم. كما أنها تشن حملة إيقافات ضد المئات من الشباب تحت ستار مقاومة الإرهاب.

وتأتي هذه التطورات الخطيرة في وقت خاص فيه الأحزاب السياسية وتمنع من الفضاءات العمومية ومن مختلف وسائل النشاط السياسي، كما تأتي في وقت عبرت فيه مختلف قطاعات المجتمع المدني عن توقعها إلى إقرار الحرية والديمقراطية وتفيد السلطة بأحكام القانون. وفي ظرف تستعد فيه تونس لاحتضان الجزء الثاني من القمة العالمية لمجتمع المعلومات الشهر القادم. إن هذا التوجه الأمني المنهجي الذي يواجه به النظام مكونات المجتمع المدني والأحزاب السياسية لم يترك للنخب السياسية والاجتماعية من خيار سوى الإذعان للقوة الغاشمة أو مواجهته بالطرق السلمية.

وإزاء هذا الوضع قررنا نحن ممثلي الأحزاب السياسية والهيئات المدنية الممضين أسفله الدخول في إضراب جوع مفتوح بداية من يوم الثلاثاء 18 أكتوبر 2005 وذلك من أجل:

الأساسية التي شُنَّ من أجلها الإضراب عن الطعام. ثلاثة مطالب أخرى رأتها ضرورية مع تطور الأحداث في بلادنا والتي أوردتها تحت عنوان توسيع الأرضية وقد رأينا أن نضمّنه في الملاحق لأنها تبرز التطور التاريخي للهيئة المرتبط بواقع البلاد.

توطئة

إضافة إلى النصوص المرجعية الواردة أعلاه والتي شكلت مجال التقاء بين الإسلاميين والعلمانيين أصدرت هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات طوال السنوات الأربع الماضية العديد من البيانات والنصوص الأخرى الحقوقية والسياسية. حرصت هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات خلال نشاطها السياسي على مسألتين أساسيتين:

الأولى هي متابعة الانتهاكات التي طالت حقوق النشطاء في جميع المجالات السياسية والحقوقية والنقابية والطلابية وغيرها. وأصدرت بيانات تشجب تلك الانتهاكات تماشيا مع خطها الحقوقي والسياسي ومطالبها الأساسية التي أعلنت عنها.

المسألة الثانية تتعلق بالنصوص والمطالب السياسية الأساسية التي أصدرتها الهيئة بمناسبة الأحداث الكبرى والمناسبات التاريخية التي عاشتها البلاد من ذلك الانتخابات الرئاسية والتشريعية. والذكرى الخمسون للاستقلال. والذكرى الخمسون لإعلان الجمهورية. ثم الذكرى الخمسون لإعلان الدستور. وقد رأى أعضاء الهيئة أن من تلك النصوص ما يعبر عن المطالب الدستورية للحركة الديمقراطية التي ترفض السلطات التونسية الاستجابة لها وهو ما يجعلها نصوصا حية وصالحة ما لم تحقق. من ذلك الحديث عن الشروط الدنيا للانتخابات الحرة والنزيهة. وعن الإصلاحات الدستورية الضرورية التي من شأنها أن تمهد إلى إصلاحات سياسية تقود البلاد نحو تحول ديمقراطي فعلي.

وإذا كانت البيانات الحقوقية مرتبطة بأحداثها وعادة ما تنتهي بانتهاء تلك الأحداث. فإن النصوص السياسية تبقى صالحة باعتبار توقي الحركة الديمقراطية في تونس المستمر إلى التغيير الدستوري والسياسي. لذلك ارتأينا أن ننشر ضمن هذا الملحق البعض من تلك النصوص المعبرة عن مطالب هيئة 18 أكتوبر والتي تبرز جوهر الإصلاحات التي تلتها تونس بعيدا عن الخطاب الرسمي المزدوج وتعددية الديكور الزائفة والعاجزة عن تغيير المشهد السياسي التونسي باتجاه المطالب الحقيقية للشعب التونسي وتوقه إلى الحرية والتعددية.

يبقى أن نشير في الأخير إلى أن هيئة 18 أكتوبر رأت في سنة 2008 أن تضيف إلى مطالبها الثلاثة

أ- الدفاع عن اللغة العربية لغة وطنية في الإدارة والتعليم والثقافة وجذيرها في المجتمع مع ضرورة التفتح على اللغات والثقافات الأخرى.

ب - جذير الشعب التونسي في حضارته العربية الإسلامية بكل ما فيها من رصيد ايجابي مع تطويرها لتستوعب مكتسبات الإنسانية الحديثة وتسهم في إثراء الحضارة الإنسانية في إطار من التفاعل البناء. مع مواجهة مشاريع الاستلاب والهيمنة التي تسعى إلى القضاء على تنوع الثقافات وفرض نمط ثقافي وقيمي أحادي .

ج - ضمان تدريس مواد التربية الإسلامية خارج أي توظيف سياسي. في إطار منظومة تربوية تكفل حق التعليم ونشر قيم التفكير العلمي والنقد والاجتهاد بما يساهم في نحت شخصية تونسية متجذرة في هويتها الوطنية و منفتحة على القيم العصرية.

7 - إن الدولة الديمقراطية المنشودة تدافع عن القضايا العادلة للشعوب العربية و الإسلامية و تدعم طموحها إلى الحرية والديمقراطية والعدالة الاجتماعية و تعمل على توحيد جهودها في مواجهة الاستبداد الداخلي و كل أشكال الاستعمار والهيمنة الأجنبية من اجل تقرير مصيرها وبناء مستقبلها المشترك.

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات بمختلف مكوناتها وهي تقرر هذه المبادئ والاتفاقات وتعلن التزامها بالعمل على تجسيدها , تؤكد أن مضمون العلاقة بين الدولة والدين والهوية مثلما أثبتت تجارب الشعوب ليست وصفة جاهزة سلفا بل هي عقد اجتماعي يتفاعل مع التطور السياسي والثقافي والاقتصادي لكل مجتمع بما يحوله عبر الزمن إلى قيم وقواعد عمل تستبطنها الأجيال وتطورها حسب ظروفها وحاجتها المستمرة إلى التقدم وتكرسها شعبيا بشكل مباشر وعبر المؤسسات الدستورية الممثلة الملتزمة بمبادئ النظام الجمهوري وحقوق الإنسان واحترام الهوية الوطنية.

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

وإزاء هذه التحديات تلتزم هيئة 18 أكتوبر بالدفاع عن رؤية للعلاقة بين الدولة والدين والهوية تنهل من التفاعل الخلاق بين مقومات حضارتنا العربية الإسلامية و مكتسبات الإنسانية الحديثة . وخاصة حقوق الإنسان والحريات الجماعية والفردية باعتبارها شرطا أساسيا من شروط التقدم والتنمية والكرامة.

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات بمختلف مكوناتها الفكرية والسياسية تؤكد.

1_إن الدولة الديمقراطية المنشودة لا يمكن أن تكون إلا دولة مدنية قائمة على مبادئ الجمهورية وحقوق الإنسان وتستمد مشروعيتها من إرادة الشعب الذي يتولى في إطار هذه المبادئ انتخاب مؤسسات الحكم بشكل دوري ومحاسبتها ويخضع فيها الحاكم والمحكوم للقوانين والقواعد التي تسنها المؤسسات الدستورية المنتخبة مع ضمان حق كل طرف في استلهاهم مقترحاته وبرامجه في كل المجالات من مرجعيته الفكرية الخاصة.

2_ إن الممارسة السياسية هي اجتهد بشري مهما كانت قنوات أصحابها ومعتقداتهم ما ينفي عنها أي شكل من أشكال القداسة ويجعل المجال السياسي فضاء حرا للحوار والتنافس بين رؤى وبرامج المكونات السياسية والمدنية على اختلاف مرجعياتها.

3_ إن الدولة الديمقراطية المنشودة تقوم على مبادئ المواطنة والحرية والمساواة , وبناء على ذلك فهي تسهر على ضمان حرية المعتقد والتفكير ومقاومة كل أشكال التمييز بين المواطنين على أساس العقيدة أو الرأي أو الجنس أو الانتماء الاجتماعي أو السياسي أو الجهوي. كما تضمن للمواطنين جميع الحريات والحقوق الأساسية التي تشكل أساس النظام الديمقراطي.

4_إن الدولة الديمقراطية المنشودة تلتزم نصا وممارسة بضمان الحرمة الجسدية للإنسان ومنع التعذيب وكل أنواع الانتهاكات البدنية والمعنوية المهيئة للكرامة البشرية.و تتعهد هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات بكافة مكوناتها بأن تكون برامجها متطابقة مع تلك المبادئ الأساسية كما تلتزم بتطبيق اتفاقية الأمم المتحدة لسنة 1984 الخاصة بمناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة. وهي تتعهد بوضع الآليات الضرورية لاجتثاث ممارسة التعذيب في بلادنا.

5_إن من واجب الدولة الديمقراطية المنشودة ايلاء الإسلام منزلة خاصة باعتباره دين غالبية الشعب دون أي احتكار أو توظيف مع ضمان حق كافة المعتقدات والقناعات وحماية حرية أداء الشعائر الدينية.

6_إن هوية الشعب التونسي تشكلت عبر صيرورة تاريخية طويلة وهي تثري وتتطور بالتفاعل الخلاق بين مقوماتها الحضارية العربية الإسلامية ومكتسبات الحداثة. وبناء على ذلك فإن الدولة الديمقراطية المنشودة تلتزم:

النص الثالث

في العلاقة بين الدولة والدين

تونس في 10 ديسمبر 2009

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات وبعد سلسلة من الندوات العامة والنقاشات الداخلية حول العلاقة بين الدين والدولة والهوية توصلت إلى جملة من القواسم المشتركة بين مكوناتها يمكن اعتمادها قاعدة دنيا للبناء الديمقراطي المنشودة الذي يراعي حقوق المواطنين وحرياتهم ومعتقداتهم وقناعاتهم .

لقد أبرز تحليل الرؤى والمواقف والتجربة السياسية التونسية المعاصرة حول العلاقة بين الدين والدولة وجود ثلاثة تحديات تواجه الشعب التونسي في تطلعه إلى انجاز تغيير ديمقراطي حقيقي وتأسيس علاقة سليمة بين الدين والدولة. وتتمثل هذه التحديات في :

1 - استبداد السلطة الذي من مظاهره إخضاع الدين الإسلامي للإرادة السياسية للنظام القائم وتوظيفه. وفي هذا السياق يندرج سعيه الدائم إلى فرض قراءة للدين على المجتمع بما يخدم مصالحه واحتكار الفضاءات الدينية بالتحكم في تعيين الأئمة وفقا لولائهم وتحديد مضامين خطبهم وانتهاك الحريات الشخصية للمواطنين والمواطنات بمختلف قناعاتهم الدينية والفكرية والسياسية

2 - الاستبداد باسم للدين الناجم عن قراءة أحادية، مغالية للإسلام والذي يؤدي إلى التدخل بالقوة في حياة المواطنين الخاصة وإلى النيل من حقوقهم وحرياتهم الأساسية ومن المبادئ الديمقراطية.

3 - الاستبداد باسم الحداثة الذي يعمل على إلغاء الدين من الحياة العامة بوسائل قهرية من داخل أجهزة الدولة وخارجها ويدفع نحو التصادم بين الدولة والدين. وهو تصور لا يؤدي إلا إلى إدامة الاستبداد القائم ودعم انتهاك الحريات وحقوق الإنسان وتعطيل المشروع الديمقراطي .

واحترام حرّية الضمير والمعتقد التي يكفلها القانون وحميها الهيئات القضائية من كل انتهاك.

ثانيا: نبذ كل تمييز بين المواطنين في الحقوق والواجبات على أساس الدين أو المعتقد باعتبار أن المواطنة عقد يقوم على المساواة الكاملة بين أفراد المجتمع.

ثالثا: الالتزام بالبنود الواردة في المواثيق الدولية والمتصلة بحرية الضمير والمعتقد وفي مقدّماتها «الإعلان العالمي لحقوق الانسان» لسنة 1948 و«العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية» لسنة 1966 و«إعلان الأمم المتحدة» الصادر في 25 نوفمبر 1981 واعتبار أن حرّية الضمير والمعتقد وطنها العالم بأسره وأن عالمية حقوق الانسان المعبّرة عن رصيد الإنسانية من الخبرة والتجارب الثرية، لا تعني التمييز وإنما هي تستوعب التنوع وتحترمه.

رابعا: إن صيانة حرّية الاعتقاد في بلادنا والذود عنها لا يتعارضان مع ما يحتله الإسلام من منزلة خاصّة في تكوين الشخصية الحضارية المميزة للشعب التونسي، لذلك فإن تنزيل المبادئ الكونية لحقوق الانسان وأحكام الاتفاقيات الدولية المتعلّقة بحرية الضمير والمعتقد، يتمّ في تفاعل خلاق مع الرّصيد الثقافي العربي الإسلامي للشعب التونسي وبعدّ هذا التفاعل عاملا من عوامل إصلاح المجتمع والانتقال به إلى مجتمع حديث يقوم على الحرّية ونبذ كل أنواع الوصاية أو الضّغط أو الإكراه.

وبناء على ما تقدّم فإنّ «هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات» تتعهد بصيانة حرّية الضمير والمعتقد والذود عنها في وجه كل انتهاك مهما كان مصدره، وهي تَعْتَبِرُها جزءا من حرّية الرأي التي تتوقّف عليها سائر الحريات الأخرى وركنا من أركان النظام الديمقراطي الحديث وشرطا من شروط المواطنة.

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

النص الثاني

بيان حول حرية الضمير والمعتقد

تونس في: 18 أكتوبر 2007

أجرت «هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات» حواراً حول حرية الضمير والمعتقد ونظّمت ندوة سياسية حول الموضوع احتضنها «منتدى 18 أكتوبر» ونُشِرتْ وقائعها في صحف المعارضة وشبكة الإنترنت.

وقد شارك في هذه الندوة رموز الأحزاب بورقات تعبّر عن رؤيتها الخاصّة لهذا الموضوع. كما شارك فيها مثقفون ومثّلون عن المجتمع المدني وعدد من الشخصيات الوطنية. وقد اتسم الحوار الذي دار بينهم بالثراء والتعدد في وجهات النّظر وتطرّق إلى عدّة مسائل منها واقع حرّية الضمير والمعتقد في البلدان العربية والإسلامية ومسألة الرّدة في الإسلام والمواثيق الدولية ذات الصّلة بالموضوع.

وقد أجمع المشاركون على أنه ولئن قطعت المجتمعات العربية والإسلامية خطوات. تتفاوت أهميتها من مجتمع إلى آخر. على طريق ضمان حرّية المعتقد والضمير. فإنّ رواسب مازالت تؤثر في التشريعات الجارية وفي الممارسات التي تحكم علاقة الدولة بالمواطنين.

وعلى الرّغم من التباين في المرجعيات الفكرية والمنطلقات العقائدية ومن تعدد القراءات داخل المرجعية الواحدة أحياناً. فقد أظهر الحوار الذي دار على مدى ثلاثة أشهر وفي أجواء من المحاصرة الأمنية الشديدة. أن مواقف الأحزاب والشخصيات الوطنية المنضوية تحت لواء «هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات» تتقاطع وتلتقي حول المبادئ والقيم التالية:

أولاً: حرية المعتقد والضمير يجب أن تكون مكفولة لكل مواطنة ومواطن. وهي اختيار شخصي. لا إكراه فيه. وتشمل الحق في اعتناق دين أو معتقد أو عدم اعتناقه والحق في إظهار ذلك الدين أو المعتقد وإقامة شعائره ونشره بالتعليم أو بالدعوة إليه. ولا تخضع حرّية الضمير والمعتقد إلاّ للقيود التي يفرضها القانون وتكون ضرورية لحماية النظام العام أو حقوق الآخرين أو حرياتهم الأساسية أو الآداب العامّة. دون أن يكون ذلك سبباً للإخلال بتلك الحرّية. وتلتزم الدّولة بضمان

- إقرار الحريات الفردية والعامّة بما يضمن مشاركة كافّة هيئات المجتمع في عملية الإصلاح الاجتماعي حتّى لا تبقى قضية المرأة أداة للتوظيف الدعائي من قبل السلطة وحزبها والمنظمات الدائرة في فلكها.

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

داخل الأسرة والمجتمع وتتفاقم مظاهر التحرش والاعتداء بالمرأة.

أمّا في المجال السياسي فإن المرأة والرجل يتعرضان على حد سواء إلى الحرمان من الحقوق والحريات الأساسية ولكن المرأة تعاني في هذا المجال وبسبب مسؤولياتها الأسرية ورواسب النظرة الدونية من تمييز مضاعف يتجلى في ضعف حضورها في الهيئات التمثيلية والمؤسسات التنفيذية محليا ووطنيا وداخل المنظمات المهنية والثقافية والأحزاب السياسية.

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات إذ متمسك بما تحقق من مكاسب تحررية ترى أن القضاء على مظاهر التمييز ضد المرأة داخل الأسرة وفي الحياة العامة يتطلب من الحركات السياسية ومن المجتمع المدني بكل هيئاته ومنظماته وعموم الشعب مواصلة الجهد في إطار من التفاعل بين مقومات الحضارة العربية الإسلامية للمجتمع التونسي ومكتسبات البشرية في العصور الحديثة وذلك بالعمل على تحقيق المساواة الكاملة بين الجنسين في الاتجاهات التالية:

- التنصيص على مبدأ المساواة بين الجنسين بصفة صريحة في الدستور وفي مختلف القوانين التونسية وتخليصها من كل لبس وتنقيح أو إلغاء كل القوانين التي تتضمن أي شكل من أشكال التمييز ضد المرأة بما يحقق مساواتها الكاملة مع الرجل ويفتح في وجهها أوسع مجالات المشاركة في الحياة العامة وتقلد مختلف الخطط دون استثناء.

- توفير الضمانات القانونية والآليات القضائية لتعقب التمييز ضد المرأة وفتح حق التقاضي في شأنه لكل المنظمات والهيئات ذات الصلة.

- إلغاء المنشور عدد 108 بوصفه إجراء تعسفيا يعرض النساء المتحجبات إلى التسلط والحرمان من الحقوق واعتبار مسألة الحجاب قضية تتعلق بالحرية الذاتية لا يحق لأي كان التدخل فيها بالنع أو الإلزام عن طريق الإكراه.

- تطوير العقلية وإصلاح البنى الثقافية وإبلاء دور هام للمدرسة ولوسائل الإعلام في بناء ثقافة جديدة تقضي على مظاهر التمييز ضد النساء وترسي ركائز أسرة متماسكة ومتضامنة.

- تكثيف الجهد للقضاء على الأمية ولا سيما في أوساط النساء.

- تعزيز الرعاية الصحية للمرأة والتسوية في عطلة الأمومة بين القطاعين العام والخاص وإقرار عطلة ما قبل الوضع.

- دعم كل المبادرات واتخاذ الإجراءات التي من شأنها تدارك التفاوت بين المرأة والرجل في مختلف المجالات.

الشغل أمام المرأة التي لم تترك مجالا من مجالات النشاط الاجتماعي إلا واقتحمته وتقلدت المرأة مختلف أنواع الخطط والمهن وأثبتت فيها كفاءة وجدارة ساهمت بشكل فعال في تطوير العقلية وتخليصها من التقاليد البائدة المحقرة للمرأة.

وفي مجال الحقوق المدنية والسياسية سوّت القوانين والمبادئ الدستورية أيضا بين المرأة والرجل من حيث الأهلية للقيام بالعقود المدنية والإجراءات القضائية ومن حيث الذاتية المالية للمرأة ومنحتها القوانين حق الانتخاب والترشح إلى مختلف الخطط واعترفت لها بحرية التنقل والسفر وفي تحمل المسؤوليات النيابية والحكومية وفي المشاركة في الحياة الجمعياتية وفي الأحزاب والمؤسسات السياسية المختلفة.

إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات إذ متمسك بكل هذه المكاسب التي جاءت في سياق حركة إصلاحية اجتهادية تنويرية ومتفقة مع الميثاق الدولية حول حقوق المرأة والتي ساعدتها على تحقيق إنسانيتها وتخليصها من القيود الثقافية والاجتماعية لعصور الانحطاط وأسهمت بذلك في تحرير نصف المجتمع وتحديثه مع الحفاظ على مقومات هويته الحضارية الخصوصية. وإذ تؤكد عزمها الراسخ على الحفاظ على كل هذه المكاسب والدفاع عنها في وجه كل تهديد وعلى مواصلة الحوار بروح وطنية بناءة حول القضايا الخلافية العالقة مثل مسألة المساواة في الإرث أو الموقف من التحفظات التي أبدتها الدولة التونسية حيال بعض الاتفاقيات الدولية الخاصة بالمرأة فهي تعتبر أن وضعية المرأة ما زالت تتطلب الكثير من التطوير والتحسين حتى تتحقق المساواة الكاملة بين الجنسين نصّا وممارسة وينتفي كل تمييز بين المواطنين على أساس الجنس.

ففي مجال الأحوال الشخصية ودعمًا لسلامة الأسرة ودورها في المجتمع يتعين تعميق مبدأ المساواة في الحقوق والواجبات بين الزوجين واعتبارهما شريكين متعاونين في إدارة شؤون العائلة ورعاية الأبناء واختيار محل الزوجية وإسناد الجنسية لأبائهما وذلك بتخليص المجلة وسائر القوانين من رواسب التمييز المكرسة لدونية للمرأة. كما يتعين الرفع في السن القانونية الدنيا لزواج المرأة إلى ثمانية عشر عاما وهي السن القانونية التي تنتهي فيها فترة الطفولة.

وفي مجال التعليم وعلى الرغم من كل الخطوات المقطوعة لا تزال الأمية تنتشر في أوساط النساء ونسبتها تفوق نسبتها لدى الرجال بكثير. أمّا في ميدان الشغل فإن المساواة في القانون لم تقض على مظاهر التمييز في الواقع إذ تعصف البطالة بالنساء حتى أنّ ثلاثة أرباعهن لا يحسن من بين القوة العاملة للبلاد. وتختل المرأة مواطن العمل الأكثر هشاشة وتعرض لعدم الاستقرار والطرده. وترجع إليها المهن متدنية المهارة والأجر. ولا تتمتع النساء بالمساواة في الأجر حيث يقل معدل الأجر العام للنساء بنسبة 14 بالمائة عن أجور الرجال وترتفع هذه النسبة إلى 18 بالمائة في القطاع الخاص حسب آخر الإحصاءات المتوفرة. وتعرض المرأة العاملة إلى التمييز بسبب حالتها المدنية وخاصة الزواج والحمل والرضاعة كما ترهقها ازدواجية المسؤوليات المهنية والأسرية وقل ما تحترم المؤسسات مقتضيات القانون من حيث توفير دور الحضانة وتندر المؤسسات التي تعينها على رعاية أطفالها مدة العمل. إلى ذلك تستشري ظاهرة العنف المسلط على النساء

النص الأول

حول حقوق المرأة والمساواة بين الجنسين

تونس في 8 مارس 2007

حققت المرأة التونسية مكاسب هامة على طريق تحررها كإنسان ومشاركتها على قدم من المساواة مع الرجل في مختلف مجالات الحياة. وجاءت هذه المكاسب ثمرة لحركة الإصلاح التي حمل لواءها مفكرون ومصلحون كبار كان لهم شرف الدفاع عن تعليم المرأة وتحريرها والنهوض بأوضاعها كما جاءت ثمرة لنضال دؤوب خاضته حركات نسائية من مختلف المشارب الفكرية عملت على مدى القرن الماضي على فك عقال المرأة وإخراجها إلى الحياة العامة.

ويأتي في مقدمة هذه المكاسب ما تضمنته مجلة الأحوال الشخصية من حقوق وإصلاحات ساهمت في الحد من مظاهر الحيف والتمييز ومن أسباب التوتر في العلاقات الأسرية من ذلك أن منعت مجلة الأحوال الشخصية تعدد الزوجات وأقرت التراضي أساسا لقيام عقد الزواج واعتبرت المرأة أهلا لتزويج نفسها دون ولاية من أحد وحددت سنا دنيا للزواج ووضعت بذلك حدا لتزويج القاصرات اللاتي لم تتجاوزن سن المراهقة كما سنت المجلة حالة من التساوي بين المرأة والرجل وأخضعت الطلاق إلى مراقبة القاضي وشركت المرأة في إدارة شؤون الأسرة ووسعت من حالات إسناد المرأة الجنسية التونسية لأبنائها من أب أجنبي.

وفي مجال التربية والتعليم أقر القانون التونسي مبدأ التساوي بين البنين والبنات في حق التعليم وجعله إجباريا ووحده بين البرامج والخيارات المفتوحة أمام الطلاب وعمت المدارس المختلطة للبنين والبنات وبذلك زالت مظاهر التمييز بين الجنسين في مستوى التعليم وتساوت نسب التمدريس بينهما وتطورت صورة المرأة لدى الناشئة.

وفي ميدان الشغل سوّى القانون بين النساء والرجال في حق العمل وفي الأجر وفي التغطية الاجتماعية وفي الرعاية الصحية وخصّ المرأة الحامل والمرضع بحماية تحفظ لها صحتها وأمومتها كما سوى بصفة عامة بين الجنسين في حق التقاعد وفي فرص الارتقاء وفي الضمانات عند الطرد وجاءت القوانين التونسية في مجال الشغل والتغطية الاجتماعية مطابقة لأغلب المعاهدات الدولية التي سنتها المنظمة العالمية للشغل وصادقت عليها البلاد التونسية. وبذلك فتح عالم

التي تريد تبرير بطريقة علنية مرة وضمنية أخرى الخيار الأمني المحض والقمع المسلط على فصائل المجتمع بذريعة أنه لا مجال للتفريق بين إسلامي معتدل وإسلامي راديكالي والادعاء بأن التنازلات التي تقدم لا تعدو أن تكون سوى تنازلات تكتيكية تعكس ازدواجية الخطاب وهي ممارسة مُحكمة للتقية.

يمكن أن نعتبر نصوص هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات تجاوزاً لتلك الرؤيتين المكبتين للحياة السياسية في تونس وأن الهيئة كسبت رهان الحوار وهي تواصل سعيها الدؤوب لكسب رهانها الآخر المتمثل في توسيع حركة النضال من أجل الحقوق والحريات ورفض كل أشكال القمع التي تفرضها الدولة على المواطنين منذ خمسين سنة والذي زاد استفحالا في العشرين سنة الأخيرة. وذلك باتجاه رسم مستقبل أفضل لأبنائنا.

وإن الغاية الأساسية هي توفير أرضية تتضمن المبادئ الدنيا التي تبنى عليها علاقات التعايش بين الجميع للإسهام معا في الانتقال من الديكتاتورية إلى الديمقراطية.

التأكيد على المسائل التالية لرفع نقاط الغموض التي لاحظناها من خلال ردود الفعل حولها.

1 - إن هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات أعلنت منذ تأسيسها - على عكس ما يروج له البعض بطريقة لا تخلو من سوء نية - أن عملها يقوم على محورين أساسيين- العمل السياسي الميداني. ومحور الحوار بين مختلف مكوناتها. وأنشأت لذلك منتدى 18 أكتوبر بغاية التحوار حول النقاط الخلافية بين مختلف الأطراف السياسية وحددت 4 محاور وصفتها بالنقاط الرمادية التي تحتاج إلى توضيح وقد وافق الجميع على ذلك من فيهم الإسلاميون وبذلك وضعت الهيئة حدا لقاعدة إقصاء الإسلاميين التي روج لها البعض على امتداد عقود.

ثم إن النقاش داخل هيئة 18 أكتوبر للوصول الى الصيغة النهائية للنصوص المذكورة لم يكن نقاشا نظريا عقائدية يهدف إلى تغيير قناعات المشاركين فيه أو ملاحقة طرف لطرف آخر لأن الحديث عن حوار وطني مستقبلي يخرجنا من دائرة الملاحقة ويدخلنا في مبدأ الشراكة بمعنى أن الجميع شركاء في وطن واحد ويحتاج كل طرف أن يعلن مبدأ حسن النوايا وذلك لا ينقص من قيمة أي طرف.

إن النقاش من هذا المنطلق فهو نقاش سياسي في العمق لأن القضايا المطروحة تهمّ أسس الدولة ونمط الحكم ومواقف الجميع من مسائل تبدو نظرية لكنها تهم تسيير الدولة وخصائص نظام الحكم وليس من التحقير في شيء أن تبتعد الأطراف السياسية عن التعميم لتعلن عن تصورها للحكم.

وقد مكّنتنا تلك القناعة وذلك التمشي المتفق عليهما من جميع المؤسسين إلى التوصل إلى نصوص تاريخية هي عبارة عن مبادئ مشتركة تمهد لمدونة سلوك من أجل المواطنة باتجاه تحقيق الغاية المشتركة وهي ميثاق ديمقراطي يكون المنهج المنبع للخروج من الدكتاتورية نحو البناء الديمقراطي المنشود.

2 - إن التوصل إلى الاتفاق حول نصوص المساواة بين الجنسين. وحرية المعتقد. والعلاقة بين الدين والدولة يفتد مقولة الملاحقة الفكرية التي يروج لها البعض لأن النصوص تبرز أن هناك تنازلات متبادلة من مختلف الأطراف المشاركة باتجاه الوصول إلى مجموعة من المبادئ الكونية تتلاءم مع الخصوصيات الثقافية والحضارية لمجتمعنا العربي الإسلامي.

3- بالتوصل إلى الاتفاق حول النصوص الثلاثة يمكن القول إن الهيئة نجحت في احترام رزمة الحوار التي ضبطتها منذ تأسيسها، وباجازها لحوار الرزمة، وبنجاحها في الاتفاق على مضامين النصوص التي نضعها بين يدي القارئ. تكون قد كذبت الادعاء الباطل من قبل مجموعة من أصحاب التصورات الدينية الراديكالية التي أبرزت أنها ترفض أي شكل من أشكال الحوار وتريد فرض تصورات خارج التاريخ ولا تستجيب لمتطلبات الحداثة. وفي نفس السياق فإن النصوص المعلن عنها تبرز تهافت تصورات العناصر الإستئصالية سواء كانت في الحكومة أو تنتسب إلى المعارضة

توطئة

تعدّ النصوص التي اتفقت حولها هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات بمختلف مكوناتها من المبادرات النادرة في العالم العربي والإسلامي، حيث يلتقي إسلاميون وعلمانيون لمناقشة قضايا تهّم مستقبل المجتمع دون تشنج أو صراعات تساهم في تعطيل العديد من المشاريع السياسية باتجاه الحرية والديمقراطية.

ولعل ما يشير إلى أهمية هذه النصوص هو النقاش الذي أثارته وبالخصوص في مواقع الانترنت وإن كان بعض تلك الردود لم يخلُ من تشنّج وتهجم على الهيئة فإننا نعتبرها طبيعية وعنصر إثراء لأن الأعمال التاريخية لا يمكن أن تمر في صمت، وهي تحرك سواكن العديد من الأطراف التي عادة لا تدرك مغزى تلك المبادرات، أو أنها ترفض أي تغيير يتماشى مع متطلبات المجتمع وحاجته إلى تجربة ديمقراطية متطورة تضمن التعايش بين المكونات السياسية.

وما يلفت الانتباه إلى أهمية هذه النصوص هي ردود الأفعال الإيجابية في المشرق والمغرب العربيين. وفي أوروبا حيث بادرت هيئات مدنية ودستورية بالسعي لمعرفة حقيقة هذا الحوار بين الإسلاميين والعلمانيين خاصة وأن العديد من القوى السياسية في العالم العربي تريد أن تقيم حوارا مائلا لكنها لم توفق على امتداد سنوات نظرا لتصلب المواقف من مختلف الأطراف .

ولعله من المفيد أن نشير في هذا الصدد إلى مشاركة مجموعة من أعضاء هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات في نهاية شهر ماي 2007 في ندوة بالقاهرة حول تجارب التغيير في العالم العربي خصص جزء منها لدراسة تجربة 18 أكتوبر.

وكذلك الأمر في الدار البيضاء في شهر جوان من نفس السنة. وفي فرنسا في أكثر من مناسبة. وكان لافتا للانتباه الدعوة التي تلقتها الهيئة أثناء اللقاء بين وفد تونسي ونواب من مجموعة الاشتراكيين الأوروبيين بالبرلمان الأوروبي والذي خصص جزء هام منه للنظر في حقيقة التعايش بين الإسلاميين والعلمانيين في تونس انطلاقا من نصوص وبيانات الهيئة.

وبمناسبة نشر هذه النصوص ونظرا لتلك الأهمية التي حظيت بها على أكثر من صعيد كان لزاما

النصوص المرجعية

18 أكتوبر للحقوق والحريات قد ساهمت في إزالة العقبات من طريق تعاون هذه القوى وارتقائها بعلائقها من أرضية حقوقية إلى السعي إلى تبني أشكال أكثر عمق ووضوح في العمل السياسي المشترك بما يستجيب لمتطلبات المرحلة وانتظارات البلاد من أجل إحداث التغيير والانتقال بتونس إلى الديمقراطية.

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

بنبذ كل تمييز بين المواطنين على أساس الدين أو المعتقد وبصيانة حرية الضمير والمعتقد في وجه كل تعد أو تهديد بوصفها جزءاً من حرية الرأي التي تتوقف عليها سائر الحريات الأخرى وركنا من أركان النظام الديمقراطي الحديث وشرطاً من شروط المواطنة التي تقوم على المساواة الكاملة بين أفراد المجتمع دون مفاضلة أو تمييز

وتناولت الهيئة في مرحلة ثالثة من النقاش مسألة علاقة الدين بالدولة في مجتمع مسلم ديمقراطي واعتبرت في وثيقة أقرتها بإجماع مكوناتها وبعد نقاش مستفيض بينها أن العلاقة بين الدين والدولة ليست وصفة جاهزة بل هي عقد اجتماعي يفرزه التطور السياسي والاجتماعي والثقافي الخاص بكل مجتمع. ويقوم هذا التصور على ثلاثة مبادئ أساسية، يقوم الأول على اعتبار أن الدولة الديمقراطية المنشودة دولة مدنية منبثقة عن إرادة الشعب عبر انتخابات حرة ودورية، يخضع فيها الحاكم والمحكوم إلى سلطة القانون وتقوم على مؤسسات دستورية تكفل المحاسبة والفصل بين السلطات، أما المبدأ الثاني فيقوم على اعتبار السياسة اجتهداً بشري لا يكتسي أي صبغة قدسية، مجاله الحوار الحر بين مختلف الآراء والبرامج. أما المبدأ الثالث فيعتبر أن هوية الشعب التونسي تشكلت عبر صيرورة تاريخية طويلة تتطور بالتفاعل الخلاق بين مقوماتها العربية الإسلامية ومكتسبات الحداثة.

وحول مسألة السلامة الجسدية أكدت الوثيقة على نبذ كل الانتهاكات المهيئة للحرمة الجسدية للإنسان وبتمسكها باتفاقية الأمم المتحدة لسنة 1948 الخاصة بمقاومة التعذيب والعقوبات المشينة وغير الإنسانية.

بنشر الورقة الثالثة تكون هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات قد استكملت برنامجها الحوار في ظروف صعبة اتسمت باشتداد القبضة الأمنية وبتركز الضغط على الهيئة لشل عملها وحتى منعها من مجرد الاجتماع باستعمال القوة والعنف الجسدي وهو ما يفسر في جانب طول الوقت الذي استغرقه هذا الحوار.

وتعتقد الهيئة أن هذا الحوار كان مجدياً وأفضى إلى تحديد معالم نظام ديمقراطي حديث في بلد إسلامي وذلك بالتوافق على المبادئ الكونية الحديثة حول حقوق الإنسان وحرياته الأساسية (حرية المعتقد والضمير والمساواة بين الجنسين وبين عامة المواطنين في غير مفاضلة أو تمييز والحرمة الجسدية للإنسان وسلامته من كل أنواع العقوبات والمعاملات المشينة) دون تعارض مع مقومات الهوية العربية الإسلامية للشعب بل وفي تفاعل خلاق يصقل هذه الهوية ويجعلها تتطور وتنمو طبيعياً باستيعاب مكتسبات عصرها الحديث. وهو عمل على تواضعه يمثل إضافة فريدة في الفضاء العربي الإسلامي إذ تقدم ولأول مرة قوى علمانية وأخرى إسلامية على ملازمة أكثر المسائل حساسية وتنتهي إلى توافق يضمن الحد الأدنى من ضرورات قيام نظام ديمقراطي حديث ويكفل استقراره.

بتوصلها إلى الاتفاق حول المقومات النظرية الأساسية للدولة الديمقراطية المنشودة تكون هيئة

من حقهم تخريب هذه الآمال والانتظارات وقرروا أن يواصلوا عملهم على نفس الأسس ومن أجل نفس الأهداف التي التقوا عليها.

وبعد مشاورات ونقاشات مع القوى المدنية والسياسية التي ساندت الإضراب تم الاتفاق على استثمار الزخم الذي افرزه الإضراب بتشكيل هيئة تتولى مواصلة العمل المشترك من أجل الحريات الثلاث (حرية التعبير والصحافة، وحرية التنظيم وتأسيس الأحزاب والجمعيات، وإطلاق سراح المساجين وسن قانون العفو العام).

وكان المضربون يدركون أن العمل الميداني للدفاع عن الحد الأدنى من الحريات لا يستجيب إلى كل ما يتطلبه انتقال البلاد إلى الديمقراطية وأن وحدة مختلف قوى المعارضة في أفق تحقيق هذا التحول الكبير مطلوبة لإنجازه لكنهم كانوا يدركون أيضا أن خلافات هامة كانت لا تزال عالقة بين مختلف الفرقاء السياسيين وبخاصة بين العلمانيين والإسلاميين وتتصل بقضايا مفصلية تهم تحديد أسس ومبادئ النظام الديمقراطي الذي ينشده الجميع ولم تكن سنوات الجمر (1991-2005) لتتيح الفرصة لتنظيم حوار هادئ ومعمق حول هذه القضايا لذلك ارتأوا أن يبعثوا، إلى جانب الهيئة، منتدى للحوار يكون مفتوحا لمختلف القوى ويستعين بالخبرات الأكاديمية قصد تنظيم حوار علني وشفاف وارتضت له اسم منتدى 18 أكتوبر. وحددت الهيئة برنامج هذا المنتدى ضمن مشروع أرضية صدر في نفس يوم الإعلان عن تأسيسها (25 جانفي 2006) وأجملته في خمس محاور أساسية تفضي إلى صياغة عهد ديمقراطي وتتمثل هذه المحاور في : محور حرية المعتقد والضمير ومحور المساواة بين الجنسين ومحور علاقة الدولة بالدين في بلد إسلامي ومحور السلامة البدنية وأخيرا قضية الفصل بين السلطات والتداول السلمي على الحكم عبر الاقتراع العام.

ولم تكن الحوارات التي خاضتها الهيئة - بإشراك أكاديميين وحقوقيين من أهل الاختصاص - إيديولوجية تستهدف القناعات العقائدية لمكونات الهيئة بل كانت سياسية تبحث عن التقاطعات الممكنة والتي تستجيب للمواصفات الأساسية لقيام نظام ديمقراطي في تونس يضمن التعايش الحر بين مختلف أبنائه وتناوب ممثليهم سلميا على الحكم دون المساس بأسسه وأركانه.

انطلق الحوار بتناول محور المساواة بين الجنسين وانتهى إلى صياغة نص محوري صدر في العيد العالمي للمرأة يوم 8 مارس 2007 ثمنت فيه هيئة 18 أكتوبر، بجميع مكوناتها، المكاسب التي جاءت بها مجلة الأحوال الشخصية التونسية وعبرت الهيئة عن تمسكها بهذه المكاسب واعتبرت أنها جاءت في توافق مع المواثيق الدولية المتعلقة بحقوق المرأة وفي سياق حركة إصلاحية اجتهادية تنويرية خلصت المرأة من القيود الثقافية والاجتماعية لعصور الانحطاط وأسهمت بذلك في تحرير نصف المجتمع وتحديثه مع الحفاظ على مقومات هويته الحضارية

وفي محور ثان تطرق الحوار إلى قضية حرية المعتقد والضمير وانتهى إلى صياغة وثيقة أصدرتها الهيئة في الذكرى الثانية لتأسيسها (18 أكتوبر 2007) اعتبرت فيها أن حرية المعتقد اختيار شخصي، لا إكراه فيه، ويشمل الحق في اعتناق دين أو معتقد أو عدم اعتناقه والحق في إظهار ذلك الدين أو المعتقد وإقامة شعائره ونشره بالتعليم أو بالدعوة إليه وتعهدت الهيئة بناء على ذلك

المقدمة

تضع هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات بين أيدي القراء حصيلة النقاشات التي أجرتها على مدى السنوات الأربع الماضية حول أمهات القضايا التي تتعلق بمعالم النظام الديمقراطي الذي تنشده لتونس وأسسها وذلك حسب البرنامج الذي أقرته ضمن منتدى الحوار يحرص من مكوناتها لمناقشة القضايا التي شكلت على امتداد العقود الماضية نقطة خلاف بين الإسلاميين وعدد من القوى المدنية والسياسية ليس في تونس فحسب وإنما في باقي دول العالم العربي والإسلامي .

وبوصولها إلى الاتفاق حول تلك القضايا المحورية تكون هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات قد أكملت البرنامج الحواري الذي وضعته لنفسها وأعلنت عنه في 25 جانفي 2006.

وكانت هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات برزت إلى الوجود في أعقاب الإضراب عن الطعام الذي شنته ثماني شخصيات وطنية في 18 أكتوبر 2005 واستمر لمدة تزيد عن الشهر. وجاء هذا الإضراب في ظرف تدهورت فيه حالة الحريات وتكررت الاعتداءات والمحاكمات ضد العديد من الناشطين الحقوقيين والسياسيين وشنت السلطات هجمة منظمة ضد الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان وجمعية القضاة ونقابة الصحفيين التونسيين.

وقد تزامن هذا الإضراب مع اقتراب موعد انعقاد القمة العالمية لمجتمع المعلومات بتونس في السابع عشر من شهر نوفمبر 2005 والذي حوّضت له السلطة بمزيد من الإجراءات الاحترازية عوضا عن تهدئة الأجواء باتخاذ الحد الأدنى من الإجراءات التحريية.

أثار الإضراب منذ أيامه الأولى تعاطفا واسعا من مختلف الأوساط في الداخل وفي المهجر فتشكلت لجان المساندة في مختلف مدن البلاد وفي العواصم الأوروبية وفي كندا وأخذت الوفود تتعاقب بالمئات على مقر المضربين وضمت اللجنة الوطنية لمساندة الإضراب جميع ألوان الطيف السياسي ووجوه المجتمع المدني بدون استثناء. في خضم هذا الحراك الاستثنائي أدرك المضربون أنهم أثاروا من الانتظار لدى النخب السياسية والاجتماعية وفي الرأي العام ما لم يكونوا يتوقعونه ورأوا أنه ليس

هيئة 18 أكتوبر للحقوق والحريات

تونس

طريقنا إلى الديمقراطية

خلاصة الحوار الوطني بين

إسلاميين ويساريين وقوميين وليبراليين.

روؤية تونسية مشتركة لأسس الدولة الديمقراطية.



تونس 2010